



**PLAN DES NATIONS UNIES POUR L'APPUI A LA REPOSE
SOCIO ECONOMIQUE IMMEDIATE AU COVID-19 EN RDC**



Mai 2020

Signatures

Le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) et les agences du système des Nations Unies s'engagent à travailler ensemble pour la réalisation des objectifs contenus dans le présent **Plan de Nations Unies pour l'Appui à la Réponse Socio-économique Immédiate à la COVID 19 en RDC couvrant l'année 2020**.

Ce Plan constitue la réponse commune, coordonnée et intégrée des Nations Unies en appui à la mise en œuvre des priorités du gouvernement congolais inscrites dans son **Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des effets de la Covid-19 (PMUAIC-19)**.

Ce Plan est également aligné sur le **Plan-Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) 2020-2024** signé entre le gouvernement de la République Démocratique du Congo et les Nations Unies en date du **30 décembre 2019**.

Les **Nations Unies** veilleront à assurer une meilleure implication et participation de toutes les structures nationales desquelles relèvent les activités de ce Plan, à travers notamment les groupes de résultats, les mécanismes de mise en œuvre, de pilotage et de suivi-évaluation dudit Plan.

Fait à Kinshasa, le 24 juin 2020



Pépin Guillaume Manjolo Buakila
Ministre d'Etat, ministre de la Coopération
internationale, intégration régionale et Francophonie



David McLachlan-Karr
Représentant spécial adjoint du Secrétaire général,
Coordonnateur résident des Nations Unies,
Coordonnateur humanitaire

Table des matières

Résumé Exécutif	4
1. ANALYSE DE LA SITUATION	7
a. Aperçu sur la pandémie et de ses impacts.....	7
b. Justification du Plan	10
2. OBJECTIFS STRATEGIQUES DU PLAN	11
Objectif stratégique 1.....	11
Soutenir la réponse sanitaire COVID-19	11
Objectif stratégique 2.....	12
Renforcer la résilience économique	12
<i>Renforcer la résilience économique</i>	12
Objectif stratégique 3.....	13
Renforcer la protection des personnes, la cohésion sociale et la résilience communautaire face aux effets de la COVID-19.....	13
Objectif stratégique 4.....	14
Renforcer la gouvernance	14
3. STRATEGIE D'INTERVENTION	15
4. INTERVENTIONS PRIORITAIRES	17
Soutien à la riposte Santé.....	17
Renforcer la résilience économique du pays face au choc de la COVID-19	18
Protection des personnes, cohésion sociale et résilience communautaire.....	20
Renforcer la gouvernance	23
5. PARTENARIAT ET MOBILISATION DES RESSOURCES	24
6. MECANISME INSTITUTIONNEL DE PILOTAGE ET SUIVI ET EVALUATION	26
7. PLAN DE COMMUNICATION	27
8. ANALYSE DES RISQUES ET MESURES DE MITIGATION	29
9. ANNEXE 1: REPARTITION DU BUDGET PAR PRODUIT ET PAR AXE	33

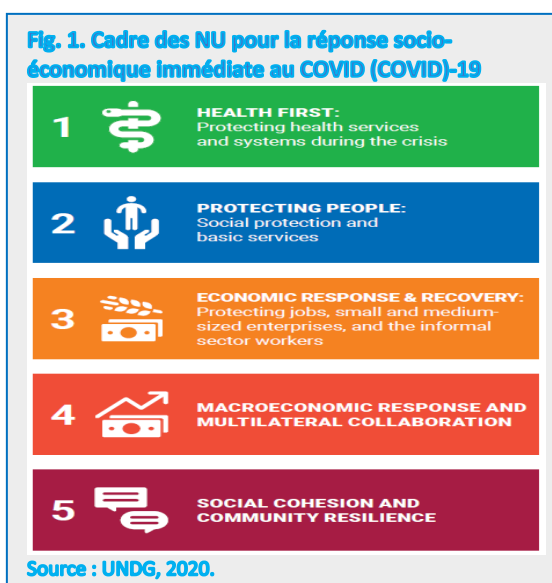
Résumé Exécutif

La COVID-19 affecte le monde depuis près de cinq mois déjà et a occasionné des impacts sanitaires et socioéconomiques sans précédents. Toutes les projections indiquent que le monde connaîtra en 2020 sa pire récession depuis la crise de 1930, avec des effets collatéraux majeurs sur les conditions de vie des populations, en particulier des femmes, des jeunes, des travailleurs informels, des réfugiés, des déplacés, des marginaux et des vulnérables. Sur le plan sanitaire, au 31 mai 2020, environ 5 934 936 de cas de COVID-19 ont été relevés à travers le monde, et près de 367 166¹ personnes en sont décédées. La COVID-19 représente la pire pandémie que le monde ait enregistrée depuis la "grippe espagnole" de 1918.

A l'instar de tous les autres pays du monde, la République démocratique du Congo (RDC) se trouve confrontée depuis mars 2020 aux affres de la pandémie de la COVID-19. En date du 31 mai 2020, elle comptabilise 2965 cas confirmés et 68² décès, avec sept provinces et 48 zones de santé touchées. Ce choc exogène d'origine sanitaire, a mis en mal le fonctionnement de son économie et entraîné des répercussions socio-économiques et humanitaires majeures, exacerbées par les conditions fragiles et post-conflits du pays. Il ne fait de doute, par ailleurs, que le resserrement de l'espace budgétaire résultant de la chute des prix des matières premières devrait réduire notablement les capacités de l'Etat à faire face à la fourniture de certains services publics clés et à garantir certaines prestations sociales indispensables.

En vue de soutenir la RDC dans ses efforts de lutte contre les effets multisectoriels néfastes de la COVID-19, le Système des Nations Unies (SNU) en RDC a appuyé le Gouvernement à développer une étude d'impacts sanitaires et socioéconomiques de la COVID-19 en RDC. Cette étude a permis au pays de concevoir et de mettre en route des instruments programmatiques de réponse au COVID-19 dont un Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des effets de la COVID-19 en RDC (PMUAIC-19), intégrant le plan de riposte sanitaire mis en place depuis mi-mars 2020. Ce Programme a été adopté par le Conseil des Ministres le 08 mai 2020 et sera lancé officiellement dans quelques jours par les autorités du pays.

Le présent Plan du SNU en RDC d'appui à la réponse socioéconomique au COVID-19 est adossé au Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des effets de la COVID-19 en RDC, formulé par le Gouvernement, avec le soutien des partenaires au développement. Il est également aligné au Plan Cadre des Nations



¹ https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200531-COVID-19-sitrep-132.pdf?sfvrsn=d9c2eaef_2

² Idem

Unies de Coopération au Développement Durable (UNSDCF) et adossé aux cinq piliers du Programme cadre des NU pour la réponse socioéconomique immédiate au COVID-19, développé par UNDG, qui fait référence au rapport du SG des NU intitulé « **Solidarité mondiale, responsabilité partagée : impacts socioéconomiques de la COVID-19** ».

Il vise globalement à : (i) soutenir la réponse sanitaire COVID-19 du Gouvernement à travers le renforcement des capacités fonctionnelles et opérationnelles du système de santé national à répondre au COVID-19 ; (ii) renforcer la résilience économique du pays face au choc de la COVID-19, en soutenant et protégeant les chaînes de production et d'approvisionnement local des biens et produits de base essentiels (agriculture, pêche, élevage, petites et moyennes entreprises, etc.) ; (iii) renforcer la protection sociale des personnes ainsi que la cohésion sociale et la résilience communautaire ; et (iv) renforcer la gouvernance (et les capacités des gouvernements national et provinciaux) pour garantir la continuité des prestations des services essentiels et la mise en route efficace de la réponse multisectoriel COVID-19.

Le Programme conjoint des NU en RDC se fonde sur une approche privilégiant l'équité, ciblera les personnes les plus vulnérables et marginalisées pour les aider à être plus résilients et aptes à faire face à l'impact socio-économique principalement les populations pauvres, les exclus, les marginaux, les travailleurs informels, les femmes, les jeunes, les déplacés internes, les réfugiés, mais aussi les petites et moyennes entreprises / industries formelles et informelles de production des biens essentiels.³ En effet, près de 52% de la population congolaise vit dans la pauvreté multidimensionnelle sévère (OPHI/PNUD 2019), 15,6 millions en besoins urgents d'assistance humanitaire avant l'émergence de la COVID-19 (PRH 2020), 5,5 millions de personnes déplacées internes (février 2020) et environ 40 millions dans l'informalité avec des emplois très précaires (Enquête 1-2-3). En outre, seule 16% de la population a accès à l'électricité et 26% à l'eau potable. Une très grande proportion d'entre-elle n'a par ailleurs pas accès aux infrastructures socioéconomiques de base (école, hôpitaux, habitat en dur, toilettes améliorées, etc.). Le choc de la COVID-19 devrait exacerber cette situation. Ainsi, sur près de 44 millions des congolais vivant dans la pauvreté multidimensionnelle, le programme visera à atteindre environ 15 millions d'entre-deux. Et sur le plan spatial et géographique, il visera particulièrement les provinces de l'Est affectées par les conflits, les provinces ayant une forte incidence de pauvreté, et les zones rurales reculées.

Le coût total du programme se chiffre à 407,77 millions USD, répartis à raison de

- **24 % pour l'axe 1** portant sur la riposte sanitaire ;
- **55 % pour l'axe 2** relatif au renforcement de la résilience économique du pays face au COVID-19 ;
- **20 % pour l'axe 3** concernant la protection sociale, la cohésion sociale et la résilience communautaire ;
- **1 % pour l'axe 4** relatif à la gouvernance.

³ Dans le cadre du SNU, l'assistance humanitaire est définie et coordonnée dans le cadre spécifique du Plan de réponse humanitaire révisé (HRP). Les personnes ciblées par les activités et les budgets qui sont inclus respectivement dans le HRP et le plan des Nations Unies d'appui à la réponse socio-économique sont distincts et ne seront pas dupliqués. De mêmes personnes peuvent être ciblées pour des activités différentes/complémentaires.

Les ressources disponibles sont évaluées à 203 millions USD (soit 49,8 %). Le Gap à mobiliser grâce à une stratégie de partenariat dynamique et adéquat, représente environ **204,78 millions USD** du budget total (50, 2%).

La mise en œuvre de ce plan conjoint du SNU en RDC sera entreprise sous le leadership du Coordonnateur Résident des Nations Unies en République démocratique du Congo, avec l'engagement habituel de l'équipe de pays des Nations Unies. La mise en œuvre du plan conjoint du SNU en RDC se fera de manière flexible et modulable aux changements des situations, sur base des évidences observées sur le terrain.

1. ANALYSE DE LA SITUATION

a. Aperçu sur la pandémie et de ses impacts

La crise sanitaire relative à la maladie à corona virus, qui a pris naissance en Chine depuis décembre 2019, et qui s'est répandue au reste du monde et bien évidemment en Afrique, a déjà entraîné de fortes répercussions sur le rythme et le volume des activités économiques, des échanges internationaux, intra régionaux et entre le continent et le reste du monde, avec en toile de fond une tendance à déséquilibrer tant le marché des biens et services, que le marché financier et le marché du travail. Conséquemment, la pandémie a affecté de façon indubitable les économies nationales des différents du fait des mesures drastiques arrêtées ici et là pour se protéger et pour endiguer à l'interne l'évolution de la pandémie. Au regard de sa progression rapide, l'OMS a déclaré la COVID-19 une



Le COVID -19 a entraîné de fortes répercussions sur les activités économiques en RDC

Photo ONUFEMMES

urgence sanitaire de portée internationale le 31 janvier 2020 et l'a hissé au rang de pandémie mondiale le 11 mars 2020.

Au mois de mai 2020, la pandémie a déjà affecté les trois grands pôles économiques mondiaux que sont la

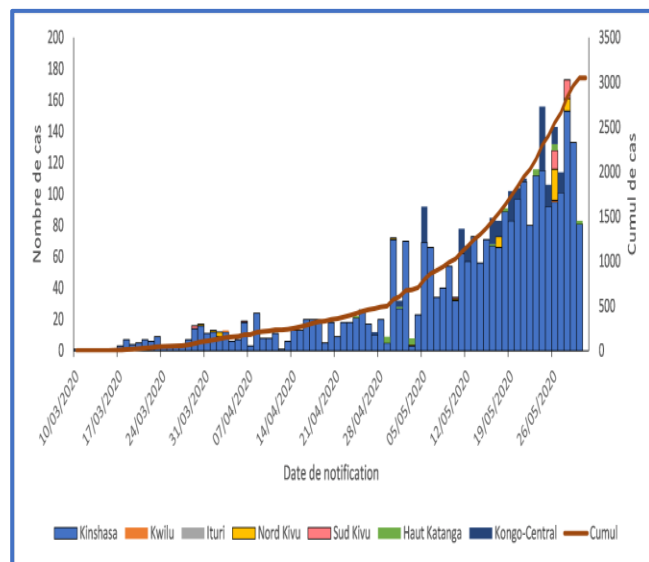
Chine, l'Europe et les Etats-Unis et l'Amérique Latine qui en est devenue le nouvel épicode. Ainsi, il a été observé une baisse importante de la demande mondiale des hydrocarbures (-20 % de consommation), des matières premières (-30 % de la demande de cuivre, nickel et cobalt) et des produits de base (-25 % pour le soja et -28 % pour le blé), créant de facto, l'effondrement des cours mondiaux des matières premières et fragilisant le cadre macroéconomique des pays en développement.

Au niveau de l'Afrique, les différents pays vont naturellement subir les contrecoups de ce choc sanitaire mondial. Ce qui a justifié une révision des perspectives macroéconomiques marquée par une projection de croissance économique en dessous de -3,2%, contrairement aux prévisions initiales plutôt optimistes précédant le contexte de la COVID19. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire risquerait d'affecter plusieurs pays africains selon la Banque mondiale, principalement du fait d'une hausse probable du niveau général des prix, d'un déclin absolu de la production globale de biens exportables et d'un fléchissement relatif de la productivité de la main-d'œuvre et plus spécifiquement d'une augmentation des prix des denrées de base. La contraction de la production agricole pourrait aller de 2,6 % à 7 % et même au-delà dans un scénario d'extension de la pandémie aux zones rurales de production. Les importations alimentaires baisseront de 13 à 25 % en raison des coûts de transaction élevés et une demande intérieure réduite par une contraction du pouvoir d'achat des ménages.

Au niveau de la RDC, la pandémie progresse avec plus de 2965 cas d'infections enregistrés au 31 mai 2020. Depuis mai, on constate une augmentation progressive des nouveaux cas confirmés par

jour (voir graphique 1). Aussi, les indicateurs de santé publique en RDC, notamment le taux de morbidité et le taux de mortalité, risqueraient de se dégrader en cas de propagation de la pandémie dans tout le pays et au regard de la faible résilience du système de santé.

Graphique 1 : Cas par jour et cumul des cas en RDC (depuis Mars 2020)



Source : Bulletin épidémiologique COVID-19

Avec son économie extravertie, tributaire du secteur minier, et fortement dépendante des intrants et des produits de première nécessité et autres denrées de base importées, la RDC devrait enregistrer une sensible détérioration de ses comptes macroéconomiques en l'absence de mesures de mitigation et de riposte appropriées. Au niveau des finances publiques, les recettes publiques afficheraient un solde public davantage déficitaire allant de 1,9 à 5,3 % du PIB. La position extérieure sera aussi impactée avec un amenuisement des recettes en devises, une baisse des IDE, et une détérioration du solde commercial.

Dans un autre volet, la mise en œuvre des mesures barrière face à la pandémie et d'autres mesures de soutien aux secteurs

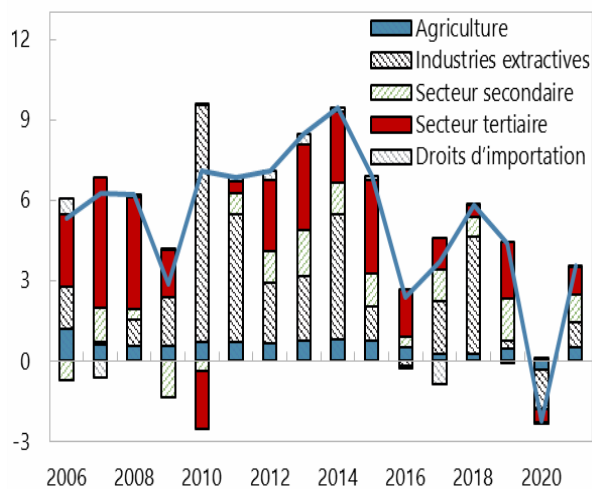
productifs, aux entreprises, aux emplois et aux acteurs de l'économie informelle, auront des répercussions fortes sur la gestion budgétaire avec une augmentation du déficit et une réduction drastique du volume de financement de l'économie nationale.

Au niveau des secteurs d'activités, les mesures d'isolement ou de confinement ont eu des incidences négatives sur le chiffre d'affaires de près de 97 % d'entreprises évoluant dans le secteur de construction au premier trimestre 2020. Leurs chiffres d'affaires seront impactés négativement de près de 20 %. Le secteur des transports a connu, au 1^{er} trimestre 2020, un repli et devrait voir la situation se détériorer davantage sur le reste de l'année du fait de la COVID-19. Avec la réduction de ses vols de près de 80 %, la compagnie aérienne nationale Congo Airways va accuser un manque à gagner de 40 millions USD. S'agissant de la situation du marché du travail, les projections récentes indiquent une amplification du déséquilibre entre l'offre et la demande de travail.

Du côté de l'offre de travail, les simulations faites sur la base du modèle de simulation du BIT et de la DEME/Plan (2020) indiquent que les baisses attendues des cours des matières premières et les difficultés d'approvisionnement en facteurs de production et en biens d'équipement, seront de nature à occasionner une baisse de la rémunération moyenne du travail formel, mais aussi du travail informel en RDC. Les changements des paramètres macroéconomiques entraîneront une baisse des valeurs ajoutées des branches de production et une baisse du volume d'emplois compris en 17 et 22% selon les différents scénarios liés à l'impact de la COVID 19.

Au total, le taux de croissance du PIB réel devrait fléchir, d'après les prévisions du FMI de 4,4 % en 2019 à -2,2 % en 2020.

Graphique 2 : Evolution de la croissance globale et sectorielle et perspective pour 2020



Source : FMI : Développement économique récent de la RDC, Mai 2020 et impact de la pandémie et perspectives en RDC

En lien avec le capital humain et l'employabilité de la main-d'œuvre, il ressort également que l'hypothèse de propagation de la pandémie aura des effets d'éviction probables immédiats au profit du secteur de la santé et au détriment des secteurs aussi stratégiques que l'éducation de la formation professionnelle et technique etc., à différents niveaux. Cela devrait se refléter à travers les perturbations des calendriers de déroulement des activités scolaires, académiques et de développement des compétences et de l'employabilité. Un autre impact potentiel est le décrochage scolaire dû à la baisse du pouvoir d'achat des parents. D'autres impacts sont aussi possibles en matière d'exacerbation des violences faites aux enfants et basées sur le genre.

Sur le plan alimentaire et nutritionnel, la situation reste dépendante du ralentissement probable des activités agricoles, du resserrement des capacités des opérateurs économiques à importer, de

la mobilité réduite des personnes et des biens, et de la baisse de l'offre alimentaire pour des niveaux de prix devant croître considérablement au fil des jours ou des semaines (Inflation projetée à 14,1 % à fin 2020 contre une prévision initiale de moins de 7 %). Ainsi, on pourrait assister à une plus forte détérioration d'une situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà précaire et particulièrement au niveau des ménages les plus vulnérables et les acteurs de l'économie informelle.

Au plan sanitaire, la COVID-19 se décline en termes d'effets à travers des systèmes de santé surchargés, fermetures ou accès restreints aux services de planification familiale et établissements de santé. Les groupes vulnérables y compris les femmes, les enfants et autres personnes vulnérables ou marginalisées souffrant de maladies chroniques ont vu leur santé se fragiliser en repoussant également des examens médicaux importants par peur d'être contaminées par le nouveau coronavirus. Il faut aussi indiquer une autre inquiétude importante : les perturbations des chaînes d'approvisionnement qui pourraient entraîner une pénurie d'intrants sanitaires essentiels comme les médicaments de première nécessité, les contraceptifs, et des produits de traitement d'autres maladie à savoir le paludisme et autres qui touchent



Les groupes vulnérables, les femmes, les enfants et autres personnes vulnérables ou marginalisées ont vu leur santé se fragiliser Photo PNUDRDC

surtout les jeunes filles les enfants et jeunes. Ainsi, plusieurs femmes seraient dans l'impossibilité d'accéder à des méthodes de contraception modernes et si exposées aux violences basées sur le genre, elles seraient doublement victimes à des conséquences dont les grossesses non désirées.

En termes de cohésion sociale, il convient de prendre le compte les risques additionnels auxquels sont confrontés les zones touchées par les conflits, notamment à l'Est de la RDC. Les conflits que l'on observe actuellement au Sud-Kivu, Nord-Kivu et en Ituri, sont notamment motivés par la volonté des différents acteurs armés d'établir ou de modifier l'ordre politique afin d'imposer des structures et mécanismes d'extraction des ressources par des taxes et barrages routiers. Une augmentation des prix des denrées alimentaires laissera les populations de ces zones dans l'incapacité de payer les taxes qui leur sont imposées par les groupes armés. De plus, au-delà de l'imposition des taxes, le ralentissement des activités pourrait inciter les groupes à accroître leur recours aux moyens violents pour combler leur manque à gagner.



Les différents acteurs armés vont tenter de modifier l'ordre politique afin d'imposer des structures et mécanismes d'extraction des ressources

Photo PNUD RDC

Les forces de sécurité congolaises risquent de devoir faire face à des défis croissants alors que le maintien de l'ordre entraîne fréquemment des abus de la part des services de sécurité, qui peuvent dégénérer en conflits locaux.

De manière plus général, la COVID-19 est pour le moment souvent considéré en RDC comme une maladie un problème importé de l'étranger. Cette perception pourrait faire augmenter les réactions hostiles des communautés locales à l'égard de ceux qu'elles considèrent comme extérieurs. Les leçons apprises de la riposte Ébola ont démontré l'important d'une réponse sensible au contexte local afin d'éviter une résistance des populations et des actes de violences contre les acteurs de la riposte.

b. Justification du Plan

Compte tenu de la propagation rapide de la pandémie de la COVID-19 et des contraintes et distorsions que cela crée pour la RDC sur le plan sanitaire, économique et sociale, le Gouvernement a mis en place un programme multisectoriel d'urgence de riposte sanitaire et socioéconomique pour relever les principaux défis liés à la mitigation des effets de la COVID19 sur l'économie et les populations. A cet égard, le Système des Nations Unies a un double impératif. Primo, contribuer de toute urgence à enrayer les impacts de la COVID-19 sur le bien-être de la population, et secundo, appuyer le Gouvernement à réagir d'une manière qui construise un avenir meilleur en retrouvant très rapidement le sentier de croissance et d'émergence voulue. Cette réponse collective des agences requiert l'urgence en restant compatible avec les principes qui sous-tendent l'appel mondial du Secrétaire général des Nations Unies. Les réponses devraient viser à protéger les personnes et la planète ; préserver la trajectoire des ODD ; assurer l'égalité ; promouvoir la transparence, la

responsabilisation et la collaboration ; accroître la solidarité ; et ne laisser personne de côté.

Aussi, dans le présent plan de réponse, le SNU s'assurera que le Gouvernement de la RDC et les acteurs nationaux seront à l'avant-garde, en leur conférant le rôle principal dans le pilotage des actions planifiées. Cette démarche permettra d'être en cohérence avec leurs préoccupations légitimes pendant et après la COVID-19 et de mobiliser la communauté des bailleurs dans sa globalité pour soutenir cette initiative conjointe du Système des Nations Unies.

2. OBJECTIFS STRATEGIQUES DU PLAN

Le Plan des Nations unies pour l'appui à la réponse sanitaire et socio-économique immédiate à la COVID 19 en RDC vise à appuyer la mise en œuvre du Programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des effets de la COVID-19 en RDC (PMUAIC-19), élaboré par le Gouvernement pour atténuer les effets y afférents en RDC. Il est décliné en quatre objectifs stratégiques ci-après :

Objectif stratégique 1.

Soutenir la réponse sanitaire COVID-19 du Gouvernement, à travers le renforcement des capacités de surveillance de la maladie et le raffermissement des capacités fonctionnelles et opérationnelles du système de santé national



Il devient impérieux de renforcer la surveillance de la maladie et raffermir les capacités fonctionnelles et opérationnelles du système de santé national
Photo PNUD

Cet objectif visera principalement à contenir la propagation de la pandémie de COVID-19 et à réduire la morbidité et la mortalité⁴. Pour atteindre cet objectif central, des actions coordonnées et énergiques seront prises pour (i) renforcer la surveillance de la maladie et raffermir les capacités fonctionnelles et opérationnelles du système de santé national à contenir sa propagation. Des actions idoines seront aussi prises pour renforcer les structures de prise en charge des personnes touchées dans les zones de santé ciblées ; (ii) améliorer les capacités de diagnostic, de recherche, et d'investigation des cas contaminés ; renforcer le système logistique d'urgence de COVID-19 ; (iii) assurer la prise en charge psychosociale des malades ; et (iv) appuyer la mise en place des mesures barrières et de distanciation sociale. Il s'agira également d'améliorer l'accès aux soins de santé des groupes vulnérables, y compris les

⁴ Ces activités seront complémentaires des activités incluses dans le Plan de réponse humanitaire pour assurer une non-duplication de la réponse.

personnes atteintes de problèmes sous-jacents. En outre, un soutien sera aussi fourni pour détecter et tester tous les cas suspects tout en appuyant les efforts visant à améliorer la compréhension de l'épidémiologie de la COVID-19. Un appui sera également accordé pour améliorer les mécanismes de coordination et d'échanges d'information sanitaires au niveau national et infranational.

Objectif stratégique 2.

Renforcer la résilience économique du pays face au choc de la COVID-19, en soutenant et protégeant les chaînes de production et d'approvisionnement local en biens et produits et services de base essentiels

Alors que les impacts macroéconomiques de la COVID-19 seront pour la plupart adressés par des mesures fiscales, monétaires et budgétaires qui relèvent de la compétence directe de l'Etat, le SNU visera dans le cadre de cet objectif stratégique à aider le gouvernement à renforcer la résilience de l'économie face au choc de la COVID-19 en appuyant les chaînes de production et d'approvisionnement local en produits essentiels, et en encadrant les secteurs productifs et économiques de base. Il s'agira en l'espèce d'appuyer et de soutenir les secteurs économiques vitaux et les petites et moyennes entreprises et industries, vecteurs de l'emploi et de la



Renforcer la résilience économique du pays face au choc de la COVID-19, en soutenant et protégeant les chaînes de production et d'approvisionnement local en biens et produits et services de base essentiels

Photo PNUD

croissance, en vue de préserver la stabilité macroéconomique et assurer la relance de l'économie à l'issue de la pandémie.

Pour atteindre cet objectif global, des actions d'envergure seront menées afin de soutenir l'agriculture, l'élevage et la pêche qui contribuent pour près de 20% au PIB et emploient près de 70% de la population congolaise. Ces appuis viseront principalement à: (i) renforcer la disponibilité et l'accessibilité aux intrants et équipements agricoles, notamment à travers le développement de la filière semencière, l'appui aux laboratoires d'élevage et le développement de provenderies; (ii) renforcer la disponibilité et l'accessibilité aux produits alimentaires, (iii) renforcer et/ou rendre opérationnelles les infrastructures de transformation, de conservation et d'accès aux marchés (iv) réduire les pertes post-récoltes et pertes post-captures; (v) renforcer les capacités des Petites et Moyennes Entreprises (PME), des Organisations communautaires des producteurs et productrices, des collecteurs et transporteurs, des Organisations de

vendeurs/vendeuses et des entreprises des jeunes et femmes par des programmes de promotion, d'investissement et de facilitation d'accès aux services notamment financiers compris de coaching de gestion (6) appuyer les activités génératrices de revenus.

Dans la même quête de renforcement de la résilience économique et de la stabilité macroéconomique ébranlée par la crise de la COVID-19, des interventions appropriées seront conduites pour faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises des secteurs économiques vitaux au crédit bancaire et aux différents types de financement. Des appuis idoines seront aussi développés pour soutenir les économies rurales et les centres de santé des zones reculées à accéder aux facteurs techniques de production (Electricité ; Eau ; Logistique). Une attention particulière sera portée aux conséquences d'un ralentissement de l'économie globale et nationale sur certains secteurs cruciaux de l'économie dans les zones qui sont touchées par les conflits (secteur minier artisanal, petit commerce transfrontalier, etc.). Des appuis au plaidoyer et à la mobilisation des ressources et appuis budgétaires, ainsi qu'à la promotion des solutions locales innovantes susceptibles de contribuer à la relance socio-économique et à la riposte au COVID-19 seront également engagés. Il s'agira aussi notamment d'assurer la continuité de la chaîne d'approvisionnement pour les produits et services essentiels tels que l'alimentation et les intrants productifs et agricoles critiques pour la sécurité alimentaire.

Objectif stratégique 3

Renforcer la protection des personnes, la cohésion sociale et la résilience communautaire face aux effets de la COVID-19

Cet objectif stratégique vise principalement à fournir une protection sociale et une aide socio-économique vitale aux communautés vulnérables afin d'atténuer les effets de la crise sur le bien-être social d'une part et, d'autre part, de renforcer la cohésion sociale et la résilience des communautés ciblées démunies. Il sera principalement question de préserver la capacité des populations les plus vulnérable à satisfaire leurs besoins nutritionnels et autres besoins inhérents à la pandémie. Le Plan appuiera l'accès aux filets de sécurité sociale, l'effectivité des



Assurer la continuité de la chaîne d'approvisionnement pour les produits et services essentiels tels que l'alimentation et les médicaments essentiels pour les personnes exposées à l'insécurité alimentaire

Photo ONUFEMMES

droits humain, la continuité de la chaîne d'approvisionnement pour les produits et services essentiels tels que l'alimentation et

les médicaments essentiels pour les personnes exposées à l'insécurité alimentaire et aux risques. Les mesures prises devront assurer la continuité et la sécurité de la prestation des services sociaux essentiels - y compris de soins de santé et d'accès à l'eau et l'assainissement, d'approvisionnement alimentaire, de nutrition, de protection et d'éducation - pour les communautés et les groupes les plus exposés et les plus vulnérables à la pandémie et à ses conséquences, notamment les femmes, les jeunes et les enfants issus de milieux défavorisés. Le SNU en RDC veillera également à ce que la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) des populations vulnérables et à risque soit garantie.

Des appuis appropriés seront aussi dispensés pour améliorer l'accès équitable à



la justice mais également atténuer le risque de détérioration de la situation sécuritaire notamment si les groupes armés et les forces de sécurité nationales cherchent à compenser auprès de la population un manque à gagner, lié à la COVID-19 et au ralentissement économique. Des mesures seraient enfin prises pour préserver le pouvoir d'achat de ménages et leur accès aux opportunités socioprofessionnelles et aux utilités publiques, tout en leur assurant une sécurité sociale en général et aux personnes vulnérables en particulier les

personnes à faible mobilité, les femmes, les jeunes, les enfants, les vieillards et les indigents.

Les zones touchées par les conflits sont confrontées à des risques distincts. La pandémie, l'impact socio-économique et la réponse vont interagir avec les dynamiques et les doléances existantes, ce qui peut exacerber les risques existants de conflits. Il est attendu que la COVID-19 et les mesures de réponse affecteront de manière disproportionnée les personnes déjà vulnérables ou marginalisées - y compris les déplacés, les réfugiés et les communautés d'accueil, les groupes pastoraux et les minorités. La réponse doit donc s'appuyer sur une compréhension claire des causes profondes des conflits et de la fragilité. A ce titre, l'engagement communautaire et la communication seront cruciaux pour lutter les fausses informations qui sont sources de peur et de division. Afin de tirer les leçons de la riposte Ebola, où le manque d'engagement communautaire a conduit à une mauvaise réception de la réponse, engager les communautés locales pour concevoir et diriger la sensibilisation et la réponse à la COVID-19 permettra d'atténuer les conflits et de prévenir la violence.

Objectif stratégique 4

Renforcer la gouvernance pour assurer la mise en œuvre efficace de la réponse multisectorielle COVID-19 aux niveaux national et provinciaux et garantir la prestation des services essentiels

Cet objectif vise à améliorer la gouvernance de certains secteurs clés sélectionnés et des instances gouvernementales nationales et provinciales afin de garantir leurs capacités dans la prestation de services

essentiels assurant ainsi pleinement la mise en œuvre de la réponse du gouvernement COVID-19. Un soutien sera fourni pour renforcer les capacités des gouvernements national et provinciaux, y compris les acteurs multisectoriels et multipartites, au sein du secteur privé, réseaux de la société civile et structures communautaires pour mettre en œuvre des approches de coordination verticale et horizontale afin d'assurer une réponse COVID-19 efficace. Le renforcement des capacités de certains niveaux de secteurs gouvernementaux locaux pour fournir des services de base à leurs populations sera priorisé. L'accent sera aussi mis sur les actions visant à améliorer la prise en compte des droits de l'homme, mais aussi à améliorer la gouvernance financière, renforcer la transparence et la redevabilité, et à lutter contre la corruption. Un soutien sera fourni à la société civile, aux groupes communautaires et aux médias pour surveiller, documenter et faire du respect des droits humains, de l'égalité des sexes, de la protection et de la promotion de valeurs et de pratiques positives est un prérequis pour renforcer la réponse de la COVID-19. Vu l'importance des services de base comme la santé, la protection sociale et l'éducation en tant que principal véhicule pour créer la confiance entre la population et les institutions gouvernementales, le système des Nations Unies appuiera le Gouvernement afin de garantir la prestation de services équitables et d'éviter la perception d'exclusion de certains groupes. Ce qui permet de contribuer à minimiser les griefs qui minent la légitimité des autorités locales et nationales, à un moment où la confiance populaire est indispensable pour mobiliser les efforts de la société contre la COVID-19.



Le plan s'attachera à promouvoir l'inclusion et la cohésion sociale, conformément au principe de 'ne laisser personne de côté', à travers des mesures délibérées pour lutter contre les diverses inégalités et discriminations sociales. Photo PNUD

3. STRATEGIE D'INTERVENTION

Le Plan des Nations Unies pour l'appui à la réponse socio-économique immédiate à la COVID 19 en RDC vise à appuyer la mise en œuvre du Programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des effets de la COVID-19 en RDC (PMUAIC-19), élaboré par le Gouvernement pour adresser les effets et impacts de la pandémie en RDC. Il donne la priorité à une réponse immédiate à la crise de santé publique et aux impacts socio-économiques de la pandémie sur les Congolais.

La stratégie d'intervention et la priorisation des activités retenues par le Plan s'aligneront concomitamment et/ou conjointement sur : (i) le cadre global des Nations Unies pour une réponse socio-économique immédiate au COVID-19 ; (ii) les principes programmatiques retenus par l'UNSDCF (2020-2024) à savoir : ne laisser personne pour compte, (iii) les droits humains et la redevabilité ; et (iv) les axes prioritaires du PMUAIC-19.

Le Coordinateur Résident des Nations Unies en RDC (RC) assure le leadership de la mise en œuvre et du suivi/évaluation du Plan de réponse et ce, en étroite collaboration avec les membres de l'Equipe Pays des Nations unies en RDC. Dans le cadre d'une approche qui fait référence aux principes directeurs du 'One UN' et de l'exploitation des avantages comparatifs propres aux mandats respectifs de chacun, des Nations Unies en RDC, les Agences, Fonds et Programmes des Nations unies s'accorderont conséquemment pour la réalisation efficace et diligente des résultats spécifiques du Plan.

La planification, la programmation, l'exécution et le suivi/évaluation du Plan seront menés de façon conjointes conformément au principe de 'One UN'. La communication et la gestion des connaissances seront coordonnées au niveau de RCO afin de permettre une mise en œuvre efficace et durable des activités de programme et de réduire les coûts de transaction. La Coordination Résidente du SNU veillera au respect de l'alignement continu de l'exécution du Plan sur les priorités nationales, y compris celles du **PMUAIC-19**. Le RCO va aussi assurer la cohérence du Plan avec le Plan de réponse humanitaire 2020 pour la RD-Congo révisé (en cours de finalisation)⁵.

Le Plan se concentrera sur les interventions stratégiques à caractère urgent et à fort impact sur les populations, ainsi que sur les goulots d'étranglement pouvant être identifiés dans les capacités nationales de maîtrise

⁵ Dans le cadre du SNU, l'assistance humanitaire est définie et coordonnée dans le cadre spécifique du Plan de réponse humanitaire révisé (HRP). Les personnes ciblées par les activités et les budgets qui sont inclus respectivement dans le HRP et le plan des

d'ouvrage et d'œuvre. Le plan s'attachera à promouvoir l'inclusion et la cohésion sociale, conformément au principe de *'ne laisser personne de côté'*, à travers des mesures délibérées pour lutter contre les diverses inégalités et discriminations sociales.



La mise en œuvre du Plan ciblera, entre autres, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH
Photo PNUD

La mise en œuvre du Plan ciblera, entre autres, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH / sida, les personnes âgées, les peuples autochtones, les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants. Pour atteindre la durabilité et générer un impact plus large, le Plan mettra à profit les relations de travail probantes avec la partie nationale. Il s'efforcera d'utiliser à des fins de mutualisation et démultiplication de leurs valeurs ajoutées, les capacités et les ressources pertinentes disponibles dans les Agences du SNU, ainsi que les structures, les partenariats existants avec la société civile, les organisations de défense des droits humains notamment ceux des groupes

Nations Unies d'appui à la réponse socio-économique sont distincts et ne seront pas dupliqués. De même, les personnes peuvent être ciblées pour des activités différentes/complémentaires.

vulnérables et marginalisés (Femmes ; Jeunes ; Personnes vivant avec un handicap).

Une stratégie conjointe et unifiée de mobilisation et d'allocation des ressources et une approche de programmation permettront de tirer profit des avantages comparatifs des partenaires au développement pour une meilleure absorption des ressources mobilisées.

4. INTERVENTIONS PRIORITAIRES

Soutien à la riposte Santé

Stratégie de réponse

La RDC est marquée par l'émergence et la résurgence de plusieurs maladies transmissibles à potentiel épidémique.

L'ampleur de ces chocs sanitaires dépasse souvent les capacités sanitaires nationales de riposte, qui sont en l'occurrence largement éprouvées. La RDC est un pays à risque de grippe pandémique élevée, à laquelle est venue s'ajouter la pandémie de la COVID-19 depuis mi-mars 2020 et qui a pris tous les pays par surprise. Cette pandémie sévit à Kinshasa et dans d'autres provinces où les activités de riposte et de résilience doivent être intensifiées.

La stratégie de réponse s'articulera autour de l'appui (i) à la coordination des équipes multidisciplinaires d'intervention rapide ; (ii) la surveillance épidémiologique et à l'investigation des alertes ; (iii) à la prise en charge médicale ; (iv) au renforcement des capacités des laboratoires d'analyse biologique ; (v) à la prévention, au contrôle

des infections et de la biosécurité ; (vi) à la logistique ; (vii) à la communication des risques, la mobilisation sociale et (viii) à l'appui à l'engagement des communautés.

Interventions prioritaires

Les interventions sanitaires prioritaires s'articuleront autour de sept axes majeurs ci-après ⁶:

1. **Le renforcement de la coordination technique et opérationnelle des activités de préparation et de riposte.** Cette intervention visera prioritairement à renforcer le Centre des Opérations des Urgences en Santé Publique (COUSP) et à mettre en place des équipes d'intervention rapide (EIR) multidisciplinaires prêtes à être déployées pour mener des activités intégrées de prise en charge des malades de la COVID-19.
2. **La surveillance épidémiologiques et l'investigation des alertes.** Cette intervention se fera aux **portes d'entrée du territoire, dans des formations sanitaires et au sein des communautés afin de** détecter précocement les cas suspects et mener des investigations approfondies de la maladie à coronavirus (COVID-19) avec ou sans liens épidémiologiques.
3. **La prise en charge médicale.** La prise en charge des cas atteints de la COVID-19 permettra de fournir dans les provinces à haut risque des soins adaptés et centrés sur le patient dans un environnement qui assure la biosécurité pour réduire le risque de transmission du virus à d'autres patients ou aux agents de santé.

⁶ Ces activités seront complémentaires des activités incluses dans le Plan de réponse humanitaire pour assurer une non-duplication de la réponse. Des

personnes ou structures déjà ciblées dans le Plan de Réponse Humanitaire peuvent être ciblées, mais pour des activités différentes/complémentaires.

4. **Le renforcement des capacités de diagnostic des laboratoires.** Cette intervention visera principalement à augmenter les capacités de dépistage des laboratoires et à les étendre sur le territoire national en vue de rendre disponibles dans les 24-48h les résultats des échantillons reçus.
5. **La prévention, le contrôle des infections et la biosécurité.** Cette intervention visera primordialement à renforcer les capacités et dotations en kits de Prévention et Contrôle Infections (PCI), les mesures de prévention, de contrôle des infections et de la biosécurité au niveau des différents sites d'accueils ou de transit, et à améliorer le processus d'isolement et de prise en charge des cas suspects ou confirmés, en vue de contenir et de briser la chaîne de transmission
6. **La continuité de la délivrance de services sanitaires essentiels pour les autres maladies chroniques (Hypertension artérielle, diabète, Tuberculose, VIH/Sida etc.) ou Ebola, choléra, rougeole** et la disponibilité des services contraceptifs. La dispensation multi-mois (DMM) et le pré-positionnement de stock de médicaments et d'intrants assureront aux patients souffrant de maladies chroniques la non-rupture dans la prise de traitement.
7. **La logistique.** Les activités de la logistique permettront de maintenir la capacité de réaction et de contingence de la logistique, garantir le pré positionnement de matériels, équipements, kits, consommables et médicaments, établir/renforcer le paquet de services logistiques communs pour la réponse, impliquer les partenaires et renforcer les

capacités des acteurs logistiques du MSP.

8. **La communication sur les risques, la mobilisation sociale et l'engagement des communautés.** La communication sur les risques, mobilisation sociale et engagement communautaire (rcce) fait partie intégrante du succès des réponses aux urgences sanitaires. Chaque urgence de santé publique fait face à des nouveaux défis de communication. Cette intervention visera essentiellement à communiquer sur les mesures et les conseils de santé publique de mitigation des risques, et à identifier et à nouer des partenariats avec les leaders des communautés pour assurer une meilleure appropriation par les communautés des consignes et mesures de santé publique relatives à la COVID-19.

Partenaires impliqués

OMS, UNICEF, UNFPA, OIM, ONUSIDA, UNESCO, ONUFEMME, BCNUDH, PAM, MONUSCO, et PNUD.

Budget

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des interventions de l'axe 1 relatif à la santé est évalué à **97 millions de dollars US**, pour lesquels **24,8 millions** sont disponibles et **72,13 millions US** sont à rechercher.

Renforcer la résilience économique du pays face au choc de la COVID-19

Stratégie de réponse

La situation économique de la RDC reste très fragile face au choc de la COVID-19, en raison notamment de la faible diversification de son tissu productif et de l'étroitesse de son espace fiscal. Des actions d'envergure de soutien aux secteurs productifs essentiels

(notamment agricole et les PME/PMI) et aux chaînes de valeur de production et d'approvisionnement local sont donc nécessaires et critiques pour garantir la stabilité macroéconomique et la résilience de l'économie pendant et après cette crise pandémique, au-delà des actions et mesures d'ordre budgétaire, monétaire et financier prises par le Gouvernement central. Un ralentissement de l'économie globale et nationale aura des conséquences importantes sur certains secteurs cruciaux de l'économie congolaise, en particulier dans les zones qui sont touchées par les conflits. C'est le cas notamment du secteur minier industriel et artisanal, ainsi que du petit commerce transfrontalier.



Soutenir les chaînes de valeurs afin d'assurer la résilience des communautés locales
Photo PNUD

Le SNU compte, à ce propos, mettre à profit son expérience et son expertise diversifiées dans les questions de développement et de consolidation de la paix pour apporter un appui efficace et intégré au Gouvernement congolais dans le renforcement de la résilience économique du pays face au choc

de la COVID-19. Il s'appuiera, à cet égard, sur une série d'activités déjà en cours dans le cadre des CPD de ses agences et fonds, en lien avec le choc sanitaire, en plus de nouvelles initiatives, ainsi que des activités spécifiques contenues dans le PMUAIC-19, pour accompagner le Gouvernement dans ses efforts d'atténuation des impacts de la COVID sur l'économie. Il s'agira aussi de soutenir les entreprises petites, moyennes et grandes à rendre les lieux de travail plus conformes aux normes en vue de maintenir la productivité et ainsi, faciliter une relance économique avec des emplois préservés. L'accompagnement au maintien de l'activité économique et à la productivité sera étendu aux acteurs de l'économie informelle, ce qui permettra de les rendre plus résilients du point de vue économique face à d'autres chocs éventuels futurs, endogènes et/ou exogène, comme celui lié à la pandémie de la COVID19.

Interventions et actions prioritaires

Les interventions prioritaires viseront primordialement à :

1. Renforcer les chaînes de valeur locales de production agricole, avicole et de pêche, en vue de garantir un meilleur approvisionnement en produits de base essentiels, et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population⁷.
2. Développer des Micro et Mini Centrales Hydrauliques et Solaires en vue de fournir une électricité verte, fiable, de bonne qualité et à coût abordable aux zones de santé ciblées affectées à la riposte de la

⁷ Des personnes déjà ciblées par le secteur Protection dans le Plan de Réponse Humanitaire

peuvent être ciblées, dans le cadre d'activités différentes/complémentaires.

COVID-19, et par ricochet, accroître l'offre de services sociaux et administratifs et redynamiser les économies rurales des territoires identifiés ;

3. Renforcer la production et la productivité des Petites et Moyennes Entreprises et Industries (PME/PMI), notamment dans le secteur minier artisanal et le petit commerce transfrontalier, et sécuriser les activités productives essentielles, ainsi que les chaînes d'approvisionnement locales ;
4. Appuyer la formulation des cadres de planification post COVID-19 (plans de relance économique post COVID des provinces ciblées) ;
5. Appuyer la mise en œuvre des activités et actions essentielles spécifiques reprises dans le PMUAIC-19, relatives à l'Axe-2 portant sur la stabilité macroéconomique et la relance économique
6. Soutenir les PME, les entreprises et les principaux acteurs de l'économie informelle pour diffuser les mesures barrières assurant la sécurité des travailleurs sur les lieux de travail pour un environnement de production sain et propice à la résilience économique ;
7. Appuyer les services de promotion de l'emploi pour soutenir et accompagner les initiatives de promotion de l'emploi pendant et après la COVID19.

Partenaires impliqués :

PNUD, FAO, PAM, BIT, ONUDI, FIDA, UNCDF, PAM, ONUFEMME, BCNUDH, OIM, UNHABITAT, UNICEF, UNOPS.

Budget :

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des interventions de l'axe 2 relatif à la résilience économique s'élève à **225,32 millions de dollars US**, pour lesquels **156,8 millions** sont disponibles et **68,51 millions US** sont à rechercher. Le tableau ci-dessous décrit la répartition de ce budget par produit.

Protection des personnes, cohésion sociale et résilience communautaire

Stratégie de réponse :

La stratégie d'intervention de l'Axe 3 se focalisera sur des activités et des mesures visant à assister les personnes et à les protéger des effets et impacts de la pandémie COVID-19. L'un des défis majeurs que l'Axe 3 '*Protection des personnes, cohésion sociale et résilience communautaire*' du Plan doit relever est d'atténuer les effets et impacts déjà effectifs ou à venir de la pandémie de la COVID-19 sur les populations.

Il s'agira de sortir rapidement les populations des conditions de vie exacerbées par la pandémie de la COVID-19 et de renforcer leurs capacités de résilience à moyen et long terme. Pour les besoins d'un meilleur ciblage des interventions, l'axe 3 du Plan a été structuré en trois volets : le volet protection sociale, le volet Cohésion sociale et le volet Résilience communautaire.

Protection des personnes : La stratégie de réponse en matière de protection des personnes consistera principalement à : (i) renforcer la résilience des institutions nationales en matière de droits de l'homme (DdH) pendant et après la pandémie ; (ii) privilégier une approche préventive à travers le dialogue et la sensibilisation des populations et des forces de défense et de sécurité ;(iii) lutter contre la stigmatisation des malades et des communautés affectées par la COVID-19 ; (iv) assurer la stabilité des prix des produits et services de première

nécessité ; et (v) promouvoir et protéger les droits de l'homme pendant la pandémie (en particulier les droits des catégories plus vulnérables) et des personnes déplacées et des migrants. **Les interventions prioritaires sur ce volet sont⁸ viseront à atteindre les résultats ci-dessous :**

- Les communautés locales améliorent leur compréhension des défis de la COVID-19 et s'engagent dans les actions de sensibilisation et de réponse à la COVID-19, avec une attention particulière pour les femmes et les groupes vulnérables.
- La sécurité des populations et le respect des droits et libertés fondamentales, y compris des mesures de Politique de diligence en matière des droits de l'homme (HRDDP), sont assurés ;
- L'accès à la justice est garanti et la protection contre les violations des droits humains sont monitorées et adressées, y compris celles spécifiques à la pandémie et à sa riposte ;
- Des clubs DIMITRA et autres plateformes de promotion de la paix sont mis en place ;
- Des masques, des équipements de protection sont rendus disponibles aux ménages vulnérables en milieu rural et péri-urbains et des formations en préparation des solutions hydro alcooliques sont dispensées ;
- Des Cliniques juridiques sont renforcées pour la prise en charge des cas de violences sexuelles et basées sur le genre dans le contexte de la COVID-19 ;
- La gouvernance sécuritaire pour le maintien de la paix et l'atténuation de risques et le soutien aux populations est renforcée ;

Renforcement de la Cohésion sociale : la stratégie de réponse y relative sera articulée

⁸ Des personnes déjà ciblées par le secteur Protection dans le Plan de Réponse Humanitaire

autour de : (i) la mise en place de filets sociaux de sécurité pour atténuer l'impact de la pandémie ; (ii) la promotion d'une résilience durable au-delà des aides ponctuelles ;(iii) la mise en place à l'échelle nationale d'un programme scolaire appropriée permettant aux enfants de poursuivre l'année scolaire; (iv) de l'expérimentation à titre pilote de l'extension de la sécurité sociale et d'autres mesures de protection au relèvement des travailleurs les plus vulnérables et de l'économie informelle, (v) l'extension des Filets Sociaux Productifs (FSP) par la création d'emplois temporaires sous forme de participation à des emplois communautaires ; et (vi) du renforcement des programmes HIMO ou Argent contre travail productif avec un volet Epargne Formation professionnelle – Entrepreneuriat. Les risques spécifiques des zones touchées par les conflits seront pris en compte en s'appuyant sur une compréhension claire des causes profondes des conflits et de la fragilité. **Les interventions prioritaires viseront à atteindre les résultats ci-dessous :**

- Les ménages vulnérables sont soutenus par des Cash Transferts et des distributions de produits de première nécessité ;
- Les cas rapportés sur des discriminations et stigmatisations en lien avec la COVID-19 et le VIH sont recensés et traités et une prise en charge holistique des victimes de violence sexuelle dans le contexte de la COVID 19, y compris pour le dépistage du VIH et la référence pour les VIH+, est assurée ;
- La fourniture de services éducatifs appropriés et innovateurs aux enfants pour assurer le déroulement normal de l'année scolaire y compris (i) la prévention de la maladie à

peuvent être ciblées, dans le cadre d'activités différentes/complémentaires.

COVID-19 (Kit sanitaire) dans les établissements scolaires est effective ; (ii) la mise en place des cantines scolaires dans les zones les plus vulnérables au décrochage scolaire dans le cycle primaire ;

- Les services d'utilité publique (Eau ; Electricité ; Téléphone ; Logement) sont garantis pendant la durée de la pandémie ;
- La gestion, la prévention et les réponses efficaces à la COVID 19



Aider les communautés à bâtir des systèmes et mécanismes de résilience durable face aux divers chocs

bénéficient aux femmes, aux hommes, aux fille et aux garçons et, grâce à l'adoption d'approches stratégiques sensibles au genre aux niveaux communautaire, local et national.

Des mesures de soutien au dialogue social dans le monde du travail (Gouvernement, organisations patronales, organisations des travailleurs) sont promues et renforcées pendant la COVID19.

Le renforcement de la Résilience communautaire. Le renforcement de la résilience communautaire consistera à créer des conditions pour un développement humain durable sur fond de la satisfaction des besoins sociaux de base des populations, notamment vulnérables ou défavorisées. Le Plan prévoit de renforcer

davantage l'accès aux services sociaux de base adaptés aux besoins des populations dans le contexte particulier de la pandémie COVID 19. Pour aider les communautés à bâtir des systèmes et mécanismes de résilience durable face aux divers chocs d'ordre sanitaire et naturel, ainsi qu'aux risques, les dispositifs de solidarité sociale existants et les mécanismes de prévention et de gestion des risques et catastrophes seront renforcés. De manière spécifique, il s'agira : (i) d'assurer l'accès ou la continuité de l'accès aux services sociaux de base dans un contexte de pandémie ; (ii) de sensibiliser les populations sur les facteurs culturels ou anthropologiques de vulnérabilité et de comportements à risques, (iii) d'assurer l'accès à une alimentation de qualité qui garantit un état nutritionnel à la population ; (iv) de garantir ou de créer des opportunités économiques génératrices de revenus ; (v) d'améliorer la sécurité des revenus par des aides financières et non financières d'urgence en augmentant le niveau des prestations et en étendant la couverture par des programmes existants ou nouveaux . **Les interventions prioritaires cibleront les résultats ci-après :**

- Les communautés mobilisées et renforcées pour la réduction des risques SGBV, agissent contre les risques liés à la COVID-19 et aux SGBV
- La conservation des denrées alimentaire est assurée ; La conduite de formations en entrepreneuriat local et Les capacités de protection sociale des personnes vivant avec handicap et des groupes vulnérables sont renforcées ;
- La promotion / sauvegarde des emplois et le renforcement du système de prévoyance sociale sont assurés dans le contexte pandémique (COVID-19) ;

- La sécurisation des chaînes d'approvisionnement des produits de première nécessité est assurée;
- Le soutien aux secteurs économiques affectés par un ralentissement de l'économie dans les zones touchées par les conflits, tels que le petit commerce transfrontalier ou le secteur minier artisanal est assuré ;
- Les ressources mobilisées sont affectées en partie aux travailleurs du secteur informel et aux personnes nouvellement vulnérables ;
- Des systèmes d'alerte précoce sur les prix et la disponibilité des denrées alimentaires au niveau local sont mis en place ;

Partenaires impliqués :

ONU-FEMME HCR, OIM MONUSCO, FAO, PAM FIDA, UNCDF, BCNUDH, OCHA, PNUD, UNICEF, BIT, UNFPA, UNESCO, ONUDI, HCR

Budget :

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des interventions de l'axe 3 relatif à la protection des personnes, cohésion sociale et résilience communautaire s'élève à **85,47 millions** de dollars **US**, pour lesquels **19,09 millions** sont disponibles et **66,37 millions US** sont à rechercher.

Renforcer la gouvernance pour assurer la mise en œuvre efficace de la réponse multisectorielle au COVID-19 aux niveaux national et provincial et garantir la prestation des services publics essentiels.

Stratégie de réponse

La capacité du gouvernement congolais à remplir ses missions essentielles de service public, et à coordonner, piloter, mettre en œuvre, et évaluer les politiques publiques en cette période de crise reste limitée. Ces déficits capacitaires pourraient contrarier la mise en œuvre efficace du Programme

Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des effets de la COVID-19. Par ailleurs, la fourniture des services publics essentiels en cette période de crise demeure sous-optimale. Dans ce contexte, un appui approprié à l'effet de renforcer les capacités du gouvernement central et de ses démembrés provinciaux, y compris celles de la société civile et des structures communautaires à développer et à mettre en œuvre des approches coordonnées et intégrées efficace de réponse au COVID-19 s'avère nécessaire. La stratégie de réponse du SNU consistera donc à apporter un appui multidimensionnel et multisectoriel tant au gouvernement central qu'aux gouvernements provinciaux, à travers la mise à disposition des expertises qualifiées et des moyens techniques et institutionnels appropriés.

Interventions prioritaires

Pour améliorer les capacités du gouvernement central et de certains gouvernements provinciaux en matière de gouvernance, et assurer une mise en œuvre réussie du programme multisectoriel d'urgence de réponse au COVID-19 en RDC, les interventions nécessaires y afférentes s'articuleront autour de six axes ci-dessous :

- Appui au gouvernement à mettre en place un Plan de continuité d'activités, devant lui permettre de poursuivre ses activités essentielles et la mise en œuvre de son programme d'urgence, ainsi que de son programme économique de moyen terme. Cet appui portera sur l'acquisition d'équipements techniques et informatiques permettant au gouvernement et aux provinces ciblées d'opérer via le télétravail en cette période de crise et de confinement ;

- Renforcement des capacités institutionnelles du gouvernement central ainsi que des gouvernements provinciaux à mieux coordonner, piloter, mettre en œuvre, et suivre le programme multisectoriel d'urgence de réponse à la COVID-19. Cet appui consistera en la mise à disposition du gouvernement durant une certaine période (6 à 9 mois) des outils de pilotage, gestion et de S&E du dudit programme, ainsi que d'experts seniors, qui devront l'appuyer, par des conseils avisés, sur les aspects techniques de coordination du programme, de mobilisation des ressources, de gestion de l'aide, et de S&E du programme d'urgence du gouvernement.
- Soutien à la société civile, aux groupes communautaires et aux médias pour surveiller, documenter et exiger le respect des droits humains, de l'égalité des sexes, la protection et la promotion de valeurs et de pratiques positives pour renforcer la réponse de la COVID-19.
- Renforcement des systèmes de e-gouvernance en améliorant les capacités de digitalisation et de télécommunication tant du gouvernement central que des gouvernements provinciaux, notamment à travers le portail digital garantissant la sécurité des informations et l'optimisation des conditions de travail (la mise en place des outils de télétravail ; la numérisation des procédures de prestations de certains services publics ; et l'archivage électronique). Renforcer ainsi les moyens de e-gouvernance du gouvernement permettra de développer des capacités de résilience institutionnelle et de renforcer la participation citoyenne.
- Renforcement des capacités de certains services gouvernementaux aux niveaux provincial et local à garantir la prestation de services des services de base équitables à leurs populations. L'accent sera mis sur les actions visant à améliorer la prise en compte des droits humains, l'équité des genres, et à s'attaquer aux impacts de la pandémie sur les déplacés internes, les réfugiés, et d'autres populations vulnérables ciblées.
- Renforcement de la gouvernance financière du programme en garantissant la transparence dans la gestion des fonds, l'accès des citoyens à l'information y relative, l'intégrité dans les opérations financières afin d'améliorer la redevabilité et réduire les risques de corruption. Il s'agira d'outiller la société civile pour renforcer son rôle de veille citoyenne, les médias pour leur rôle d'investigation citoyenne et les administrations pour assurer l'intégrité publique dans les actes financiers.

Partenaires impliqués :

RCO, PNUD, UNICEF & Toutes les Agences et Fonds du SNU.

Budget :

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des interventions de l'axe 4 portant sur la gouvernance est évalué à **4,36 millions USD**, pour lesquels 438.000 US sont disponibles et 3,92 millions US sont à rechercher.

5. PARTENARIAT ET MOBILISATION DES RESSOURCES

Avec son présent Plan de Réponse, l'Equipe Pays des Nations Unies ambitionne de soutenir les efforts du

Gouvernement dans la mise en œuvre de son Programme Multisectoriel d'Urgence (PMUAIC-19). Les interventions prévues dans le cadre de ce plan seront basées sur les avantages comparatifs de ses membres et la valeur ajoutée de l'approche conjointe de l'Equipe Pays, grâce à la mutualisation des efforts et des ressources.

Etant donné la disponibilité limitée des ressources externes en cette période de crise, l'Equipe Pays des NU va appuyer le pays à renforcer ses capacités de mobilisation des ressources internes et à les réorienter prioritairement vers la réponse COVID-19. Du côté des bailleurs, ils seront encouragés à réallouer les crédits initialement destinés à d'autres projets en cours ou à l'arrêt du fait de la pandémie, vers les interventions prioritaires d'atténuation des impacts de la COVID-19. Par rapport à l'Equipe Pays, ses Agences et Fonds seront appelés à réaffecter et à reprogrammer les ressources non utilisées ou susceptibles de ne pas être utilisées au cours de cette année du fait des contraintes liées à la COVID-19 vers les interventions COVID-19. Une reprogrammation et réallocation des ressources a par ailleurs, déjà commencé dans le cadre des plans de travail conjoints de l'UNSDCF, en étroite collaboration avec le Gouvernement, les donateurs et les partenaires, pour répondre à cette exigence. L'Equipe Pays compte également analyser dans quelle mesure les fonds des instruments financiers au niveau global comme les Fonds communs (SDG Fund, PBF, fonds climatiques, etc.) pourraient être mobilisés, réorientés vers la réponse COVID-19.

Au-delà de cette approche de réorientation et de maximisation de la mobilisation des ressources internes, l'Equipe Pays va faire recours à d'autres sources à l'exemple de ressources additionnelles potentielles susceptibles d'être mises à disposition par des Fonds

globaux spécifiques à la réponse COVID-19, comme le fonds fiduciaire multipartenaire pour la réponse et la relance COVID-19 (« *United Nations COVID-19 Response and Recovery Trust Fund* »), le Plan de préparation stratégique et réponse de l'OMS (« *WHO's Strategic Preparedness and Response Plan* »). Des ressources additionnelles pourraient être gérées par une « *country earmarking* » à travers le *United Nations COVID-19 Response and Recovery Trust Fund* qui a été mise en place spécifiquement pour assister des pays à mettre en œuvre le cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à COVID-19.

L'Equipe Pays s'engage également à soutenir le gouvernement à gérer d'une manière transparente et soutenable les fonds disponibles chez les IFIs suivants divers mécanismes. Enfin, compte tenu de l'ampleur des besoins et de l'urgence de la tâche, l'Equipe Pays aidera le gouvernement à solliciter les partenaires privés et non-traditionnels dans un effort de « *widen the donor base* ».

Le Plan des Nations Unies de réponse à la u Covid-19 et l'identification de fonds seront coordonnées par le Coordinateur Résident (les rapports sur ces fonds devraient faire partie des plateformes collectives de rapports de l'Equipe de pays). Le Plan sera mis à jour, si nécessaire, au fur et à mesure de l'évolution des besoins.. La surveillance de la qualité des résultats issus de la mise en œuvre de ce plan demeure un impératif pour renforcer la crédibilité des Nations Unies en tant que partenaire déterminant du Gouvernement mais également des bailleurs des fonds. Ce Plan des Nations Unies devra inspirer confiance et pour cela être transparent et responsable.

6. MECANISME INSTITUTIONNEL DE PILOTAGE ET SUIVI ET EVALUATION

Le mécanisme institutionnel de pilotage et de S&E du Plan des Nations Unies pour l'appui à la réponse socioéconomique immédiate au COVID-19 en RDC se réfère au Plan Cadre de Coopération de Nations unies pour le Développement Durable en RDC (UNSCDF, 2020-2024) qui indique le dispositif et les principes de programmation et d'intervention pour une meilleure coordination entre l'humanitaire, le développement et la paix. Sur cette base et compte tenu du caractère d'urgence du Plan, la ligne directrice du mécanisme consiste à apporter simplification et efficacité au pilotage et au S&E du Plan. Ainsi, le mécanisme institutionnel de pilotage du plan est articulé sur trois niveaux : niveau stratégique, niveau programmatique et niveau opérationnel. À cela s'ajoute le dispositif de S&E des progrès réalisés.

Niveau stratégique : Comité de Pilotage Conjoint (CPC)

Le Comité de Pilotage Conjoint est présidé par le Coordinateur Résident des Nations unies et est composé des Agences membres de l'Equipe pays. Le secrétariat est assuré par le Bureau du Coordonnateur Résident. Le CPC fournit des orientations stratégiques, valide les plans de travail et les stratégies d'intervention des groupes d'intervention prioritaires, exerce une supervision conjointe de la mise en œuvre du plan. Il décide également des mises à jour nécessaires et approuve formellement l'évaluation finale du Plan. Il se réunit au moins une fois tous les deux mois, étant donné l'urgence du PMUAIC-19 auquel le Plan des Nations Unies apporte son soutien. Il peut également se réunir de

manière exceptionnelle à la demande de l'un de ses membres, selon les besoins.

Au niveau programmatique : Equipe Pays

L'Equipe Pays des Nations Unies s'engage à faciliter la réalisation des résultats attendus du Plan. Elle est placée sous la supervision du Coordonnateur Résident. Elle est chargée de l'orientation générale nécessaire à la mise en œuvre effective et efficace du plan afin de garantir l'atteinte des résultats en temps voulu. Elle élabore et soutient la stratégie de mobilisation et d'allocation des ressources du plan. En outre, elle assure l'assurance qualité des processus de programmation conjointe en fonction des besoins et des priorités de la mise en œuvre du plan.

Au niveau opérationnel : Groupes d'interventions prioritaires et Groupe communication

Les Groupes d'interventions prioritaires sont responsables de la programmation et de l'exécution des activités relatives aux quatre objectifs stratégiques du Plan.

Ils sont au nombre de quatre (4) (un groupe par objectif stratégique) et seront chargés de :

- Assurer le suivi et superviser la mise en œuvre des stratégies d'intervention ;
- Préparer les rapports périodiques ;
- Contribuer à l'organisation des revues périodiques et des évaluations ;
- Promouvoir un débat substantiel sur les thématiques traitées ;
- Identifier des domaines potentiels de programmation conjointe ;
- Veiller au « mainstreaming » des principes programmatiques dans la mise en œuvre des stratégies d'intervention et faire le lien avec les groupes inter-agences thématiques ;

- Contribuer à la mobilisation des ressources financières du cadre budgétaire annuel commun mis à jour périodiquement sur la base des ressources financières nécessaires, disponibles, escomptées et à mobiliser (outils et matériels).

Ils feront état périodiquement au Comité de Pilotage Conjoint des résultats atteints, ainsi que de leur contribution à l'atteinte des objectifs du Plan. Chaque groupe d'intervention prioritaire fera l'objet d'une coprésidence par deux Agences du SNU. Les coprésidents sont désignés par le Comité de Pilotage Conjoint. Les Groupes s'accorderont sur les modalités pratiques de leur fonctionnement.

Le Groupe Communication (GC) assurera la visibilité de l'appui du SNU, dans le contexte de riposte à la COVID-19 en RDC, à travers des actions d'information, de sensibilisation/plaidoyer et de mobilisation des acteurs. Le GCNU proposera à l'Équipe de Pays un plan d'action annuel en matière de communication et leur fera rapport mensuellement des activités entreprises au niveau du pays. Le GCNU est constitué des spécialistes et points focaux communication des Agences, Fonds, Programmes et Entités des Nations Unies, sous la présidence du Coordonnateur Résident, appuyé par le BCR et le CINU.

Dispositif de suivi-évaluation

Le dispositif de suivi-évaluation du Plan sera conduit par le Groupe Technique de Suivi & Evaluation (GTSE) qui développera avec les Groupes d'interventions prioritaires une approche méthodologique concertée. Un plan de suivi et d'évaluation adossé à un calendrier détaillé sera élaboré, pour garantir une meilleure coordination et conduite des activités de suivi et d'évaluation. Le calendrier permettra de prévoir les

principales échéances et activités de suivi et d'évaluation, d'indiquer les Agences, Fonds, programmes et entités et les partenaires responsables, l'usage et les utilisateurs des informations, les dates d'évaluation prévues par le Plan, ainsi que les activités complémentaires des partenaires.

Le GTSE est coprésidé par deux Agences du SNU. Il est composé des chargé(e)s et points focaux en suivi-évaluation des Agences des Nations unies et du Bureau du Coordonnateur Résident (BCR). Le secrétariat du GTSE sera assuré par le BCR.

7. PLAN DE COMMUNICATION

La communication occupe une place centrale dans la réponse des Nations Unies en appui au Gouvernement pour la lutte contre la COVID-19. La communication permet autant d'assurer la visibilité de cet appui que d'accompagner les changements nécessaires pour renforcer la résilience des institutions et des populations dans pendant et après la COVID-19.

Le plan de communication sera exécuté à deux niveaux à savoir interne (agences UN) et externe (Partie nationale, PTF, Société civile, communautés locales, médias...)

Le résultat recherché au niveau interne est celui d'avoir une compréhension partagée de la stratégie de réponse UN et de synchroniser la conscience des Nations pour agir comme un seul acteur de transformation dans la société congolaise. Plusieurs outils et /moyens de communication seront utilisés alliant réunions zoom, VTC, notes d'informations, aux rapports illustrés, y compris des émissions radio okapi, le site UN, les réseaux sociaux, etc.

Le résultat attendu pour le niveau externe, est multiple. Il s'agira de mettre en évidence le rôle central des Nations Unies en tant que partenaire de premier plan pour le

développement durable en RDC. Il s'agira de créer et de susciter des interactions nécessaires pour l'atteinte des résultats du programme. **Des outils/moyens de communication de diverses sortes seront mobilisés notamment, les réunions** des groupes thématiques ; conférence-débats, émissions spécialisées, conférences de presse, interviews, publication newsletters, reportages photos et vidéos, communiqué de presse, site internet, réseaux sociaux etc..., des profils des récits des bénéficiaires. La communication digitale sera mise à profit. Un plan d'action global détaillé et budgétisé sera élaboré et joint à ce document.

8. ANALYSE DES RISQUES ET MESURES DE MITIGATION

Risques	Niveau du risque: (Likelihood x Impact)	Probabilité: Certain - 5 Likely - 4 Possible - 3 Unlikely - 2 Rare - 1	Impact: Essentiel - 5 Major - 4 Moderate - 3 Minor - 2 Insignifiant - 1	Mesure de mitigation	Organisation Responsable /Personne
1. Risques liés au contexte					
L'insécurité surtout dans l'EST et dans certaines parties du pays peut entraver l'accès à des groupes vulnérables et aussi ralentir la mise en œuvre du plan.	(élevé)	4	4	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des synergies entre le plan de riposte et les programmes de stabilisation et maintien de la paix • Intégrer la COVID dans la mise les discussions en cours sur le PBF • Adopter une démarche inclusive et englobante qui permettra une participation de tous les acteurs ; • Renforcer les FARDC et sa collaboration avec la Monusco 	Gouvernement/ SNU
Difficulté d'accès aux communautés plus enclavé	(élevé)	4	3	<ul style="list-style-type: none"> • Synergie entre les institutions locales et nationales • Dissémination des informations préventives par moyens de masse (radios communautaires, etc.) • Utiliser les acteurs et leaders communautaires comme piliers de la riposte en y incluant leur rôle pour engager leurs communautés 	SNU/Gouvernement/Acteurs communautaires
Frontières poreuses qui pourra faciliter les mouvements, infections et réinfections.	(élevé)	3	3	<ul style="list-style-type: none"> • Approche stratégique régionale dans la riposte • Coopération transfrontalière des équipes de riposte • Renforcement des contrôles des frontières 	SNU/Gouvernement/Acteurs communautaires
La non-adhésion des population liés à leur faible conviction au Corona Virus pourraient conduire à des violences et émeutes ainsi qu'un	Elevé	4	3	<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration de la communication et la sensibilisation comme activité transversale du plan • Considérer les acteurs et leaders communautaires comme piliers de la riposte en y incluant leur rôle pour engager leurs communautés. 	SNU/Gouvernement/Acteurs communautaires

refus de contribuer à la mise en œuvre du plan				<ul style="list-style-type: none"> • L'inclusion dans le plan d'activités visant à préserver les revenus des populations et aussi à promouvoir la cohésion sociale ; • Accélérer et multiplier les campagnes des sensibilisation 	
La résurgence d'autres épidémies dû à la saturation des systèmes sanitaires et le fort focus sur la COVID.	Élevé	4	4	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre le plaidoyer et la mobilisation des ressources pour la continuité des activités relatives à la riposte vers les autres maladies comme la rougeole, Ebola, le paludisme et les autres maladies non communicable • Poursuivre les actions prioritaires de la gratuité des soins de santé primaires. • Renforcer les équipes des dépistages et de riposte de nouvelles épidémies 	Gouvernement
2. Risques Programmatiques					
Les délais dans la libération des fonds publics planifiés dans le PMUAC pourraient ralentir la mise en œuvre	Moyen	2	4	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la collaboration et le dialogue avec le Gouvernement pour assurer la libération des ressources budgétisé dans le PMUAC 	SNU / Gouvernement
Non mobilisation des ressources prévues par les Nations Unies peut conduire à des risques réputationnels	Moyen	3	4	<ul style="list-style-type: none"> • Développer une stratégie de mobilisation des ressources du plan • Conduire un dialogue entretenu avec tous les bailleurs de fonds à toutes les étapes de la formulation et de la mise en œuvre • Utiliser les ressources propres des agences comme « <i>seed-funding</i> » pour démarrer les activités critiques du plan 	RCO / Agences SNU
L'implication des NU dans une riposte qui prévoit la limitation des droits fondamentaux, pourrait en cas d'abus avoir un impact négatif sur les NU (risque réputationnel)	(Elevé)	3	4	<ul style="list-style-type: none"> • Respect de la politique de due diligence en matière de droits de l'homme (soumission des programmes à une évaluation des risques et respect des mesures d'atténuation suggérés). 	Agences SNU / Secrétariat HRDDP

Non appropriation du Plan par le Gouvernement pourrait conduire à des résistances et une faible collaboration des autorités nationales et locales	(Faible)	2	2	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des forums de partage et validation sous le leadership du Ministère du Plan conjointement avec le RCO et les autres Ministères impliqués dans la riposte : 	RCO / Agences du SNU
Faible implication des agences qui peut entraine une faible réalisation du Plan	Moyen	3	2	<ul style="list-style-type: none"> Engager les dialogues avec les agences pour s'assurer de leur implication dans la mise en œuvre du Plan 	Agences du SNU
3. Risques Institutionnels					
Manque de collaboration entre les organes de riposte contre la COVID-19 pourrait conduire à une inefficacité et une absence de coordination des interventions du Plan	Faible	2	2	<ul style="list-style-type: none"> Un plaidoyer continu pour la mise en œuvre de la structure de coordination mise en place dans le cadre du PMUAC Assistance technique et financier aux structures de coordination de la riposte Une participation active des agences du SNU dans les instances de décision de la riposte 	RCO, Gouvernement
Les faibles capacités d'absorption du Gouvernement surtout dans les provinces pourraient ralentir la mise en œuvre du plan	Elevé	4	3	<ul style="list-style-type: none"> Capitaliser sur les cadres existants de gestion des projets programmes pour la mise en œuvre du Plan Consacrer une partie des ressources au renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles Utiliser le partenariat avec les OSC, associations pour accroître les capacités d'exécution des agences 	Agences SNU, Gouvernement
4. Risques Fiduciaires et financiers					
Les tensions de trésorerie au niveau de	(Elevé)	4	4	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre le partenariat avec les institutions financières (FMI, BM, BAD et les bilatéraux) pour 	Gouvernement

l'Etat pouvant entrainer des délais de décaissement des fonds publics prévus pour la riposte				accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre des mesures de stabilisation macroéconomique et réalisation des prévisions fiscales.	
La corruption et la mauvaise gouvernance des fonds qui peuvent entrainer des risques réputationnels et le retrait des bailleurs de fonds	Elevé	3	4	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les efforts du Gouvernement en matière de coordination et renforcement de la redevabilité dans la gestion des fonds destinées au PMUAC • Utiliser la HACT comme approche de transfert des fonds au Gouvernement et aux ONG tout en renforçant les mesures de contrôle et suivi financier • Appuyer les efforts du Gouvernement et des OCS en matière de lutte contre la corruption et renforcement de la redevabilité financière. 	Gouvernement, OSC, Agences des NU
Faible mobilisation des ressources qui peut entrainer une faible réalisation du Plan	Moyen	3	3	<ul style="list-style-type: none"> • Engager de manière coordonnée les dialogues avec tous les bailleurs pour appuyer la mise en œuvre du plan ; • Optimiser sur les opportunités existantes de mobilisation des ressources ; • Utiliser et réorienter où possible les programmes et ressources déjà existants. 	

9. ANNEXE 1: REPARTITION DU BUDGET PAR PRODUIT ET PAR AXE

Produits prioritaires	Ressources Planifié	Ressources Disponibles	Gap de Financement
Axe 1 : Riposte, surveillance au COVID-19 et renforcement du système de santé	Lead : OMS Co-Leads: UNICEF et UNFPA		
Agences participantes : MONUSCO, BCNUDH, PNUD, OIM, ONUFEMME, UNESCO, ONUSIDA, PAM			
	USD	USD	USD
Produit 1.1 : La gouvernance du secteur de la santé est renforcée	5 729 300	2 417 135	3 312 165
Produit 1.2 : Les capacités de diagnostic et de recherche, de surveillance et d'investigation des cas de COVID-19 à travers le pays sont renforcées	10 714 778	4 114 620	6 600 158
Produit 1.3 : Les capacités de la prise en charge des cas de COVID-19 sont renforcées	22 088 925	5 885 412	16 203 513
Produit 1.4 : Les mesures d'hygiène, de prévention et contrôle de l'infection dans toutes les structures de santé et la communauté sont renforcées	22 942 240	5 759 504	17 182 735
Produit 1.5 : La communication sur les risques et l'engagement communautaire sont renforcées	10 593 808	4 143 911	6 449 897
Produit 1.6 : le système logistique d'urgence de la COVID-19 est renforcée	20 671 376	1 581 411	19 089 965
Produit 1.7 : Les mesures de mitigation de risque de propagation notamment celles de distanciation sociale sont mise en place et suivie	2 260 866	125 000	2 135 866
Produit 1.8 : La continuité des services de santé dans les provinces touchées par le COVID-19 est assurée	2 000 000	799 765	1 200 235
Total axe 1	97 001 293	24 826 758	72 174 534

Axe 2 : Soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie	Lead: PNUD Co-Leads: FAO, PAM, BIT		
Agences participantes : ONUDI, FIDA, UNCDF, ONU Femmes, BCNUDH, OIM, UNHABITAT, UNICEF, UNOPS			
Produit 2.1 : Les chaines de valeur de production agricole locale, l'approvisionnement en produits de base, et la sécurité alimentaire sont renforcés	200 827 000	152 992 000	47 835 000
Produit 2.2 : L'accès à l'électricité en tant que vecteur de renforcement de la résilience économique du pays face au choc de la COVID_19 est renforcé	3 964 000	100 000	3 864 000
Produit 2.3 : La production et la productivité des Petites et Moyennes Entreprises et Industries et les activités productives essentiels sont renforcés	19 213 000	1 553 000	17 660 000
Produit 2.4 : Les cadres de planification post COVID-19 sont formulés et mis à la disposition du pays, des provinces et des ministères sectoriels ciblés.	310 000	65 000	245 000
Produit 2.5 : L'appui à la mise en œuvre des actions du PMU AIC relative à la stabilité macroéconomique et coopération régionale est assuré	320 000	20 000	300 000

Produit 2.6 : La santé et la sécurité sont renforcées sur les lieux de travail pour un environnement de production sain et propice à la résilience économique	910 000	110 000	800 000
Total axe 2	225 544 000	154 840 000	70 704 000

Axe 3 : l'atténuation de risques et le soutien aux populations	Lead: ONUFEMME Co-Leads: HCR, OIM		
Agences participantes : ONUDI, FIDA, UNCDF, BCNUDH, UNICEF, MONUSCO, FAO, PAM, OCHA, PNUD, BIT, UNFPA,			
Produit 3.1 : La continuité des services pour assurer la sécurité juridique et physique des populations est assurée	14 359 792	5 565 901	8 793 891
Produit 3.2 : Les capacités des institutions publiques et des OSCs cibles sont renforcées pour assurer l'accès équitable au SSB et au dispositif de protection sociale	12 136 000	2 186 250	9 949 750
Produit 3.3 : Les communautés ciblées disposent des systèmes et mécanismes de résilience efficaces pour faire face aux chocs socio-sanitaires et environnementaux de la pandémie.	54 375 515	15 174 549	39 200 966
Produit 3.4 : Les communautés sont mobilisées pour la réduction des risques SGBV, connaissent les risques liés au Covid-19 et à la VSBG et les bonnes pratiques pour éviter les VSBG. (Correspond à mobilisation des communautés dans le Plan de Riposte National)	PM	PM	PM
Total axe 3	80 871 307	22 926 700	57 944 607

Axe 4 : Renforcer la gouvernance pour assurer la mise en œuvre efficace et efficiente de la réponse multisectorielle COVID 19 aux niveau national, provincial et local afin de garantir la prestation des services publics essentiels.	Lead : PNUD; Co Lead:		
Agences participantes : Toutes les agences des Nations Unies			
Produit 4.1 : Continuité des services régaliens essentiel et coordination, pilotage, planification, de programmation, budgétisation, mise en œuvre, et de suivi & évaluation du PMUAIC-19	4 295 000	370 000	3 925 000
Produit 4.2 : Suivi et Evaluation du Plan des Nations Unies Pour la Réponse Socioéconomique	68 000	68 000	0
Total axe 4	4 363 000	438 000	3 925 000
Total general Plan	407 779 599	203 031 458	204 748 141

Plan de communication réponse du SNU contre COVID-19

Ce Plan de communication prend son assise sur le fait que le monde est confronté à une pandémie sans précédent avec le COVID-19 dont la rapide propagation a considérablement impacté les capacités du système de sanitaire, causé des traumatismes sociaux profonds et fait régresser les économies. En République démocratique du Congo, au moment où les vulnérabilités structurelles étaient déjà criantes, la lutte contre la COVID-19 vient s'ajouter sur la liste des défis du Gouvernement et des partenaires engagés sur la sécurité d'existence des populations. Le SNU entend communiquer sur sa volonté d'affirmation de son partenariat avec le Gouvernement pour la quête de la sécurité d'existence des populations et le renforcement des capacités des institutions à offrir les services appropriés (santé, protection sociale, etc.) et garantir les droits humains et assurer l'égalité et l'équité des genres.

La réponse proposée par le SNU se décline comme la réponse commune, coordonnée et intégrée des Nations Unies en appui à la mise en œuvre des priorités du gouvernement congolais inscrites dans son Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des effets de la Covid-19 (PMUAIC-19). Ainsi, ce Plan est également aligné sur le Plan-Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) 2020-2024 signé entre le gouvernement de la République Démocratique du Congo et les Nations Unies en date du 30 décembre 2019. Le résultat global attendu est que les populations et les communautés touchées par la situation d'urgence bénéficient d'une assistance efficace et rapide grâce à une meilleure à (i) une meilleure **riposte, surveillance à la COVID-19 et renforcement du système de santé**, (ii) **au Soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie** ; (iii) **à l'atténuation de risques et le soutien aux populations** et au (iv) **renforcement de la gouvernance destinée à assurer la mise en œuvre efficace et efficiente de la réponse multisectorielle COVID 19 aux niveau national, provincial et local afin de garantir la prestation des services publics essentiels.**

Objectif n°1 : Les Staff SNU accèdent à toutes les informations utiles sur les interventions du SNU dans le cadre de la lutte contre la pandémie tant au niveau national , provincial que local.

Activités	Calendrier	Exécution/Cibles	Résultats attendus	Budget (USD)
Des séances interactives de de présentation sont organisées en ligne sur la réponse du SNU à la COVID-19		Toutes les Agences Cibles : Chefs BP, staffs critiques, staffs clés	Chaque staff s'approprie le contenu de la réponse du et maîtrise le rôle qu'il devra y jouer	N/A
Des vidéo-conférences avec les BT sont tenues pour partager la stratégie de communication, les outils et moyens de communication à utiliser pour la sensibilisation		Exécution : Management Cibles : Chefs de BT et Projets ; points focaux des Agences	Les Chefs de bureaux et Coordonnateurs des projets des Agences s'impliquent dans la réalisation des résultats mais également dans la mobilisation de toutes les parties prenantes	N/A
Des réunions d'échanges et de mutualisation sont tenues avec les points focaux de la partie nationale et la société civile		Exécution : Chefs BT Cibles : Gvmts provinciaux, Admin des marchés, leaders de la Société civile	Dégager une vision commune sur la communication interne et externe des activités de réponse à la lutte contre le COVID-19	N/A

Objectif n°2 : Les populations bénéficiaires s'approprient du programme SNU de lutte contre la COVID-19

Production et Couverture médiatique

Un Onepager de chaque activité est élaboré et diffusé avec des messages sur l'évolution de la stratégie SNU		Exécution : Communication Cibles : BP, BT, Bailleurs, Médias	Les résultats attendus de la réponse du SNU à la COVID-19 clairement présentés	N/A
Une séance d'information avec les médias est tenue en prélude au lancement de chaque activité		Exécution : t BT Cibles : médias, grand public	Les journalistes s'approprient la réponse du SNU à la COVID-19 et assurent la couverture médiatique de toutes les activités	
Des communiqués de presse sur la mise en œuvre des différentes activités sont produits et diffusés		Exécution : UC Cibles : médias, grand public	Articles de fonds et reportages sur l'appui du SNU à la lutte contre la COVID-19 réalisés et publiés dans les médias locaux et nationaux	N/A

Des interviews avec les Managements des Agences thématiques et Fonds y compris les Chefs des BT dans les médias locaux et nationaux sont organisées et diffusées en page magazine		Exécution : UC Cibles : médias, grand public	Les grandes orientations de la réponse du SNU diffusées dans les médias nationaux (RTNC, B-One, Radio Okapi, Télé 50, RTG@, Antenne A ...)	
Des Collègues attirés sont désignés pour participer aux émissions spécialisées dans les médias locaux et spécialement à Radio Okapi, RTNC, Télé-50, Antenne A, radios communautaires	1 fois/mois	Exécution : UC Cibles : Médias, grand public	Un grand public est informé sur l'appui du SNU aux efforts de lutte contre COVID-19	A préciser
Elaboration et publication mensuelle d'une News letter	Permanent	Exécution : UC, BT Cibles : BP, partenaires	Les différents partenaires sont informés sur l'évolution de mise en œuvre des projets d'appui à la lutte contre COVID-19	Achat des cartouches et papiers
Des spots en français et en langues nationales sont élaborées et diffusées dans les radios communautaires		Exécution : UC Cibles : médias, grand public	Des annonces répétitives réalisées et diffusées dans les médias locaux et les radios communautaires (Radio Okapi, RTNC, Télé-50, Antenne A, B-One	
La traçabilité informationnelle du programme est assurée dans les sites WEB et Réseaux Sociaux				
Des articles, blogs, et vidéos sur l'appui du PNUD-RDC à la lutte contre le COVID-19 sont régulièrement postés sur les sites et une veille est assurée pour leur duplication dans les sites apparentés	Permanent	Exécution : UC Cibles : médias, partie nationale, public, siège	Des témoignages, success story, blogs diffusés sur les résultats transformationnels selon les axes thématiques de la Réponse SNU contre COVID-19	N/A

Diffusions des messages illustrés sur Facebook et Twitter				
Une communication événementielle permet la lisibilité quotidienne du programme				
Des sessions d'échanges interactifs avec les associations des femmes et des jeunes sont organisés pour accompagner leur leadership dans la communication de proximité Des sessions d'information sur les exigences écologiques sont organisées avec les jeunes et femmes impliquées dans la production des masques, savon, kits de lavage des mains	Mai-juin	Exécution : BT , points focaux Cibles : partenaires, partie nationale, médias	Le rôle d'accompagnement du SNU dans la lutte contre est mis en exergue	A préciser
Organisation des débats avec les gouvernements provinciaux sur l'impact des projets COVID dans leur mode de fonctionnement	Juin-juillet	Exécution : Management, BT Cibles : Gouvernements provinciaux	Recommandations et suggestions des gouvernements provinciaux prises en compte dans la mise en œuvre des différentes activités liées au COVID-19	A préciser
Objectif n°3 : Les résultats des projets de lutte contre le COVID-10 vulgarisés				
Activités	Calendrier	Exécution/Cibles	Résultats attendus	Budget
INFORMATIONS				
Des reportages photos et vidéos (success story) sur le démarrage, la mise en œuvre et la clôture des programme COVID	Mai-juin	Exécution : UC, BT Cibles : Bilatéraux, et autres partenaires	Les partenaires sont mieux informés des bonnes pratiques tirées des différents projets mis en œuvre	2500 USD
Des banderoles génériques, T-shirt, casquettes avec des messages de sensibilisation sur		Exécution : UC	Les gestes barrières sont assimilées et adoptées par le grand public	

les gestes barrières sont produits et utilisées		Cibles : Partie nationale, médias, public		
PUBLICATIONS ET REPORTING				
Diffusion à grande échelle du feuillet INFORAPIDE	Juillet	Exécution : UC Cibles : Partie nationale, médias, public	L'impact des activités de tous les partenaires du PNUD sur la lutte contre COVID-10 est visible et mesurable.	A préciser
Production et diffusion des histoires, des photos et des vidéos témoignant de l'impact des Projets COVID sur les bénéficiaires	Selon activités	Exécution : UC, chargés de projets Cibles : grand public, partenaires, médias	L'impact des activités de tous les partenaires du SNU dans la lutte contre COVID documenté et diffusé à tous les niveaux	1500 USD

MATRICE DE PLAN DE TRAVAIL CONJOINTS DE L'EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES EN RDC EN REPONSE AU COVID 19

Axe 1 : Riposte, surveillance au Covid-19 et renforcement du système de santé **Lead: OMS Co-Leads: UNICEF et UNFPA**

Agences participantes: MONUSCO, BCNUDH, PNUD, OIM, ONUFEMME, UNESCO, ONUSIDA, PAM

Produit 1.1 : La gouvernance du secteur de la santé est renforcée

Code	Indicateurs de produit	Baseline	Cible 2020	Sources de verification
IP 1.1.1	Nombre de structures de coordination fonctionnelles au niveau central et provincial	ND	27	Ministere de la Sante
IP 1.1.2	Nombre d'équipes d'intervention rapide mise en place par province	ND	1	TDR et liste de personnes formées
IP 1.1.3	Nombre de mesures de mitigation coordonnées et encadrées (y comprise celles sujeté à la HRDDP)	ND	43	rappports de suivi
IP 1.1.4	Proportion du Budget mobilisé/disponible pour la mise en oeuvre du plan	ND	sup 70%	rappports de suivi financier de la riposte
IP 1.1.5	Nombre de Plans de Contingence Provinciaux mis en œuvre	5	15	PNLS National et Provinciaux
IP 1.1.6	Nombre de réunions de coordinations nationales et provinciales tenues pour minimiser l'impact socio-économique du COVID sur les PVVIH, les Key Pops et les groupes vulnérables	30	300	Rapport PNLs national et provinciaux; Rapport observatoire OSC
IP 1.1.7	Nombre de formations sur l'intégration du genre organisées	0	3	Rapport

Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 1.1.1	Contribuer aux réunions de coordination et des commissions techniques	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO, UNICEF, UNFPA, OIM, PNUD	2 127 700	175 500	1 952 200
Act 1.1.2	Mettre en place et former des équipes multidisciplinaires d'intervention rapide (au moins 30 personnes dans chacune des 8 provinces à risque)	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO, UNICEF, BCNUDH, Onu Femmes	111 600	111 600	0
Act 1.1.3	Coordonner les actions des partenaires du secteur santé dans la réponse COVID-19	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO	136 500	0	136 500
Act 1.1.4	Organiser les séances de plaidoyer pour la mobilisation des ressources	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO, UNICEF, UNFPA, OIM, BCNUDH, ONU Femmes	PM	PM	PM
Act 1.1.5	Préparer les provinces à la riposte au COVID-19	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO, UNICEF, BCNUDH	2 066 500	1 000 083	1 066 417
Act 1.1.6	Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de Plan de Contingence VIH/SIDA face au COVID-19	Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi, Goma, Matadi, Kananga, Tshikapa	Avril	Dec	ONUSIDA, JUNTA	100 000	50 000	50 000
Act 1.1.7	Organisations de réunions de coordinations par visio-conférence et/ou en salle avec respects des mesures	Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi, Goma, Matadi, Kananga, Tshikapa	Avril	Dec	ONUSIDA, JUNTA, PNUD	92 000	77 000	15 000
Act 1.1.8	Contribution à la mise en œuvre du Plan de Contingence COVID-19 de la Ville Province de Kinshasa	Kinshasa	Juin	Dec	ONUSIDA, JUNTA, PNUD	50 000	49 230	770
Act 1.1.9	Appui à l'extension et à l'exploitation des données des observatoires sur la vulnérabilité	Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi, Goma, Matadi, Kananga, Tshikapa	Juin	Dec	ONUSIDA, JUNTA, PNUD	45 000	32 000	13 000
Act 1.1.10	Produire et utiliser des évidences scientifiques pour améliorer l'efficacité et l'efficience des stratégies de réponse et d'intervention	TBD	Juin	Dec	UNICEF, WHO, ONU Femmes	1 000 000	921 722	78 278

Sous total produit 1.1 **5 729 300** **2 417 135** **3 312 165**

Produit 1.2 : Les capacités de diagnostic et de recherche, de surveillance et d'investigation des cas de COVID-19 à travers le pays sont renforcées

Code	Indicateurs de produit	Baseline	Cible 2020	Sources de verification				
IP 1.2.1	Pourcentage d'investigations terminées dans les 24 heures suivant une alerte validée	0	100%	outils de collecte				
IP 1.2.2	Pourcentage de prestataires formés et équipés des ZS, les équipes de surveillance dont celles des Points d'Entrée (PoE) et des Points de Contrôle Sanitaire (PoC), les gestionnaires des données et les EIR provinciales en surveillance épidémiologique	0	80%	TDR et liste de personnes formées				
IP 1.2.3	Pourcentage de nouveaux cas confirmés ayant été enregistrés comme contacts	0	80%	Base de données des contacts				
IP 1.2.4	Complétude quotidienne des sitrep	0	90%	Rapports et sitrep				
IP 1.2.5	Pourcentage de données des alertes remonté par le système électronique de gestion des données du type Go Data ou EWARS (avec les Smartphone et tablette)	0	60%	Base de données des contacts				
IP 1.2.6	Délai médian entre l'apparition des symptômes et l'isolement effectif en jour	ND	Inf = 2 jours	Liste linéaire				
IP 1.2.7	Pourcentage de nouveaux cas suspects pour lesquels un échantillon a été prélevé et testé	ND	100%	Base des alertes				
IP 1.2.8	Pourcentage de résultats de labo disponibles dans les 24 heures	ND	100%	Base de données du laboratoire				
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 1.2.1	Mettre en place un système de gestion des alertes (centrale d'alerte avec numéros verts)	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO	1 532 217	401 800	1 130 417
Act 1.2.2	Former, équiper les prestataires et soutenir la surveillance épidémiologique et ceux des PoE/POC cibles	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO	2 145 103	425 876	1 719 227
Act 1.2.3	Mener des investigations épidémiologiques approfondies des alertes	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO	1 430 069	1 314 524	115 545
Act 1.2.4	Gérer la base de données avec publication quotidienne des SITREP	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO	817 182	81 000	736 182
Act 1.2.5	Mettre en place le système électronique de gestion des alertes et des contacts de type Go Data ou EWARS (avec les Smartphone et tablettes)	kinshasa	Juin	Déc	WHO	510 739	0	510 739
Act 1.2.6	Approvisionner l'INRB en réactifs (les amorces/Primers, Probes spécifiques au COVID-19, kits enzymatiques d'amplification, Milieux de transport Viral-MTV)	kinshasa	Juin	Déc	WHO, PNUD	1 225 773	484 344	741 429
Act 1.2.7	Appuyer le système de transport des échantillons du terrain vers l'INRB	kinshasa	Juin	Déc	WHO, UNFPA	510 739	70 000	440 739
Act 1.2.8	Rendre fonctionnel et augmenter les capacités des laboratoires provinciaux de référence des sites cibles (Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Matadi et Kisangani)	Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Matadi et Kisangani	Juin	Déc	WHO, PNUD, OIM	2 542 956	1 337 076	1 205 880
Act 1.2.9	Mise en place d'un système de gestion des déchets biomédicaux dans les laboratoires COVID-19	TBD	Juin	Déc	PNUD	PM	PM	PM
Sous total produit 1.2						10 714 778	4 114 620	6 600 158
Produit 1.3 : Les capacités de la prise en charge des cas de COVID-19 sont renforcées								
Code	Indicateurs de produit	Baseline	Cible 2020	Sources de verification				
IP 1.3.1	IP 1.3.1 : Létalité parmi les cas confirmés admis dans les centres d'isolement	0	< 4%	base des données de PEC				
IP 1.3.2	IP 1.3.2 : Pourcentage de prestataires de première ligne formés à la prise en charge des cas	0	100%	TDR et liste de personnes formées				
IP 1.3.3	IP 1.3.3 : Nombre de kits de matériels de réanimation de soins intensifs par structure cible	0	≥4	Base de données de PEC				
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 1.3.1	Identifier les sites de prise en charge et/ou d'isolement des cas et les Réhabiliter/aménager	Kinsahsa	Juin	Dec	WHO, OIM	679 939	450 000	229 939
Act 1.3.2	Doter les sites de prise en charge en kits de réanimation, médicaments et autres intrants de prise en charge des cas ;	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO, UNICEF	319 930	275 746	44 184

<i>Act 1.3.3</i>	Former le personnel impliqué dans la prise en charge des cas	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO ; BCNUDH, ONU FEMMES	119 974	84 400	35 574
<i>Act 1.3.4</i>	Suivre les patients à domicile et dans les structures de PEC de COVID-19	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO	39 991	30 000	9 991
<i>Act 1.3.5</i>	Assurer la prise en charge alimentaire des malades	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO ; BCNUDH	39 991	0	39 991
<i>Act 1.3.6</i>	Mettre en place un système de supervision des formations sanitaires et autres points de prestations de services de santé de la reproduction	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	UNFPA	200 000	30 000	170 000
<i>Act 1.3.7</i>	Approvisionnement des services de maternité des 50 formations sanitaires en kit SR et médicaments essentiels	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	UNFPA	750 000	300 000	450 000
<i>Act 1.3.8</i>	Renforcer les mesures de prévention et de contrôle de l'infection dans les FOSA (mettre en place les dispositifs de lavage de mains, former les hygiénistes, doter les PoE/POC en kits PCI)	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO , UNICEF, OIM	9 674 100	4 715 266	4 958 834
<i>Act 1.3.9</i>	Renforcer les mesures de prévention et de contrôle de l'infection dans la communauté, y compris les ménages, lieux publics, PoE et établissements publics (mettre en place les dispositifs de lavage de mains, former les hygiénistes, doter les PoE en kits PCI)	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO , UNICEF, HCR	9 665 000	0	9 665 000
<i>Act 1.3.10</i>	Former les prestataires de soins et hygiénistes en PCI,	TBD	Mars	Déc	UNICEF	600 000	0	600 000
<i>Act 1.3.11</i>	Mettre en place dans les FOSA les unités de triage et d'isolement, réhabiliter/construire les ouvrages de gestion des déchets)	TBD	Mars	Déc	WHO , UNICEF	PM	PM	PM
<i>Act 1.3.12</i>	Approvisionner en eau, les structures de prise en charge des cas, les sites d'isolement des cas, les PoE et les lieux publics.	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO , UNICEF	PM	PM	PM
Sous total produit 1.3						22 088 925	5 885 412	16 203 513
Produit 1.4 : Les mesures d'hygiène, de prévention et contrôle de l'infection dans toutes les structures de santé et la communauté sont renforcées								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de vérification		
<i>IP 1.4.1</i>	Proportion de prestataires cliniques et communautaires formés en PCI		ND		80%	Base de données PCI		
<i>IP 1.4.2</i>	Pourcentage des cas attribués à une infection nosocomiale		ND		0%	Base de données PCI		
<i>IP 1.4.3</i>	Pourcentage des FOSA qui ont un Score Card supérieur ou égale à 80%		ND		≥ 80%	Base de données PCI et fiche d'évaluation		
<i>IP 1.4.4</i>	Pourcentage de cas décédés pour lesquels un EDS a été effectué avec succès		ND		100%	Base de données PCI		
<i>IP 1.4.5</i>	Pourcentage des locaux ayant abrité un cas confirmé désinfectés et Pourcentage des moyens de transport avant servi au déplacement d'un cas confirmé décontaminés		ND		100%	Base de données PCI		
<i>IP 1.4.6</i>	Nombre de structures de prise en charge des PVVIH dotés en kits (Gel hydroalcoolique, savon,		0		200	Rapport PNLS national et provinciaux; Rapport observ		
Code	Activités clés	Localisation	Période d'exécution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
<i>Act 1.4.1</i>	Renforcer les mesures de prévention et de contrôle de l'infection dans les FOSA, lieux publics, PoE et établissements publics (mettre en place les dispositifs de lavage de mains, former les hygiénistes, doter les PoE/POC en kits PCI)	Kinshasa, Goma, Kindu, Kananga, Tshikapa, Kisangani ...	Juin	Dec	WHO , UNFPA, UNICEF, OIM	9 436 486	2 250 682	7 185 804
<i>Act 1.4.2</i>	Doter les formations sanitaires, POE/POC en kits PCI/Wash	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO , UNFPA, OIM	917 336	124 773	792 563

Act 1.4.3	Renforcer les mesures de prévention et de contrôle de l'infection dans la communauté, y compris les ménages, lieux publics, PoE et établissements publics (mettre en place les dispositifs de lavage de mains, former les hygiénistes, doter les PoE en kits PCI)	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO, UNICEF	9 665 000	2 320 526	7 344 474
Act 1.4.4	Former les prestataires de soins et hygiénistes en PCI,	Kinshasa, Goma, Kindu, Kananga, Tshikapa, Kisangani ...	Juin	Déc	WHO, UNFPA, UNICEF	1 067 898	441 557	626 341
Act 1.4.5	Mettre en place dans les FOSA les unités de triage et d'isolement, réhabiliter/construire les ouvrages de gestion des déchets)	kinshasa et les provinces touchées	Juin	Déc	WHO	299 747	155 966	143 781
Act 1.4.6	Approvisionner en eau, les structures de prise en charge des cas, les sites d'isolement des cas, les PoE et les lieux publics.	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO, UNICEF, OIM	38 991	0	38 991
Act 1.4.7	Assurer la gestion sécurisée des cadavres parmi les cas suspects	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO	38 991	0	38 991
Act 1.4.8	Décontaminer les structures visitées, moyens de transports et site d'isolement des cas suspects et confirmés.	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO	46 790	0	46 790
Act 1.4.9	Appuyer la distribution des kits de dignité aux femmes, hommes des familles et communautés affectées par le COVID-19	Kinshasa, Goma, Kindu, Kananga, Tshikapa, Kisangani ...	Juin	Déc	UNFPA, ONU Femmes	600 000	120 000	480 000
Act 1.4.10	Organiser l'offre de services de planification familiale à travers les agents de distribution à base communautaire	Kinshasa, Goma, Kindu, Kananga, Tshikapa, Kisangani	Juin	Déc	UNFPA	500 000	150 000	350 000
Act 1.4.11	Dotation en kits des centres de prises en charges des PVVIH, des Key pops et groupes vulnérables	Kinshasa, Haut-Katanga, Lualaba, Nord-Kivu, Kasai, Kongo-Central	Juin	Déc	ONUSIDA, JUNTA (Agences UN Co-sponsors de ONUSIDA)	75 000	10 000	65 000
Act 1.4.12	Appui en Kits à Gouvernorat de Kinshasa	Kinshasa	Juin	Déc	ONUSIDA, JUNTA	50 000	5 000	45 000
Act 1.4.13	Dotation des organisations à base communautaires en Kit	Kinshasa, Kongo-Central	Juin	Déc	ONUSIDA, JUNTA	35 000	10 000	25 000
Act 1.4.14	Produire et fournir localement des équipements d'hygiène et de protection individuelle	Kinshasa, Kasai Central, Tshopo, Ituri, Bas Uele, Nord-Kivu et Sud Kivu	Juin	Déc	PNUD	171 000	171 000	0
Sous total produit 1.4						22 942 240	5 759 504	17 182 735
Produit 1.5 : La communication sur les risques et l'engagement communautaire sont renforcées								
Code	Indicateurs de produit	Baseline	Cible 2020	Sources de verification				
IP 1.5.1	Pourcentage des incidents communautaires liés à la réponse qui ont été résolus dans un délai de 72h	ND	≥ 75%	TBD				
IP 1.5.2	Nombre de numéros verts fonctionnels 24h/24	ND	≥ 30%	TBD				
IP 1.5.3	Proportion d'alertes provenant des CAC	ND	≥ 80%	TBD				
IP 1.5.4	Nombre de Concours jeunes talents francophones contre le COVID19 réalisé	ND	TBD	TBD				
IP 1.5.5	Nombre de journalistes, chroniqueurs et animateurs des médias, toute catégorie confondue, formé sur le contenu des messages éducatifs	ND	TBD	TDR et liste de personnes formées				
IP 1.5.6	Pourcentage de Personnes Vivant avec le VIH sous ARV qui bénéficient de la dispensation multi-mois des ARV (MMD) de 3-6 mois pendant la période de COVID	30%	90%	Rapport PNLs sur le Plan de Contingence VIH face au COVID-19				
IP 1.5.7	Pourcentage des appels à travers la ligne verte ayant fait l'objet d'un suivi	0%	70%	Rapport UCOP+ et Femmes+				
IP 1.5.8	Nombre de Point de Distribution des ARV à base Communautaire (PODI) disposant de stock d'ARV suffisant pour 6 mois	ND	100%	Rapport PODI et de l'observatoire de la Société Civile (UCOP+)				
IP 1.5.9	Nombre de messages sur la prévention du COVID-19 & VIH	0	10	Rapport PNLs sur le Plan de Contingence VIH face au COVID-19				
IP 1.5.10	Nombre d'associations féminines qui diffusent des informations sur la disponibilité des services de VSBG et Covid-19 aux communautés affectées	ND	15000	Rapports des partenaires				

Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 1.5.1	Produire et disséminer les outils de communication (banderoles, affiches, autocollant, dépliants)	Kinshasa, Goma, Kindu, Kananga, Tshikapa, Kisangani ...	Juin	Dec	UNICEF, WHO,UNFPA;BCNU DH,PNUD	840 594	162 070	678 524
Act 1.5.2	Mettre en place la ligne verte	Kinshasa, Goma, Kindu, Kananga, Tshikapa, Kisangani ...	Juin	Janv	UNICEF,UNFPA,BCNU DH	2 501 623	2 000 000	501 623
Act 1.5.3	Appuyer les radios locales à la diffusion des émissions sur le COVID-19	TBD	Juin	Févr	UNICEF,BCNUDH,PNUD	170 700	155 700	15 000
Act 1.5.4	Organiser des séances de sensibilisation avec les chefs religieux / traditionnels / communautaires, les autorités, les organisations de la société civile, les journalistes, les adolescents, les femmes, les groupes spéciaux	TBD	Juin	Mars	UNICEF,BCNUDH,PNUD	900 000	285 260	614 740
Act 1.5.5	Activer les structures d'animation communautaires pour assurer une appropriation et une surveillance communautaire	TBD	Juin	Avr	UNICEF	1 500 000	452 101	1 047 899
Act 1.5.6	Assurer que toutes les 26 provinces mettent en œuvre de solides plans de containte de Communication des Risques et d'Engagement Communautaire	TBD	Juin	Mai	UNICEF	2 000 000	602 801	1 397 199
Act 1.5.7	Renforcer les structures de coordination nationales et centrales sur la Communication des Risques et de l'Engagement Communautaire	TBD	Juin	Juin	UNICEF	700 000	210 980	489 020
Act 1.5.8	Concours jeunes talents francophones contre le COVID19	Kinshasa	Mai	Juil	UNFPA, OMS	420 297	0	420 297
Act 1.5.9	Appui à la formation des journalistes, chroniqueurs et animateurs des médias, toute catégorie confondue, sur le contenu des messages éducatifs	Kinshasa	Juin	Août	UNFPA, BCNUDH	250 000	75 000	175 000
Act 1.5.10	Fonctionnement de la ligne verte de la Société civile pour le suivi des PVVIH face au COVID-19	Kinshasa, Kongo Central,	Avril	Sept	ONUSIDA, OMS	365 223	10 000	355 223
Act 1.5.11	Prépositionnement de stock d'ARV dans les centre de prise en charge y compris les PODI face au COVID-19	Kinshasaa, Lubumbashi, Kolwezi, Goma	Avril	Oct	ONUSIDA, OMS	187 104	10 000	177 104
Act 1.5.12	Renforcert de capacité des PODI et des OSC sur les mesures d'atténuation de l'impact du COVID-19 sur les PVVIH, les Key Pops et les groupes vulnérables	Kinshasa	Juin	Nov	ONUSIDA, OMS,	30 000	10 000	20 000
Act 1.5.13	Développement et diffusion de messages de prévention du COVID-19 à destination des personnes vulnérables y compris PVVIH	Kinshasa, Haut-Katanga, Lualaba, Nord-Kivu, Kasai, Kongo-Central	Mai	Déc	ONUSIDA, UNESCO, OMS,PNUD, BCNUDH	478 267	19 999	458 268
Act 1.5.14	Renforcer les capacités des prestataires de première ligne sur la communication sur les risques aux PoE/PoC et sensibiliser les populations mobiles et les transporteurs	Kinshasa, Nord Kivu, Ituri	Mai	Déc	OIM	250 000	150 000	100 000
Sous total produit 1.5						10 593 808	4 143 911	6 449 897
Produit 1.6 : le système logistique d'urgence du COVID-19 est renforcée								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de verification		
IP 1.6.1	IP 1.6.1 : Nombre de jour de rupture des stocks de l'un des 4 items critiques (EPI, Tests diagnostiques, Oxygène, Solution hydroalcoolique) durant les 7 derniers jours				0	rapport inventaire		

Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 1.6.1	Doter les structures santé en médicaments et autres intrants	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO	407 997	349 923	58 074
Act 1.6.2	Remise des 2 cliniques mobiles (Ambulances) pour le suivi des contacts, l'évacuation des malades alités, les campagnes de sensibilisation, le transport inter-hospitalier des intrants de prise en charge de COVID-19.	Kinshasa	Avril	Dec	UNFPA,WHO	452 600	99 978	352 622
Act 1.6.3	Faciliter la disponibilité et l'approvisionnement des équipements médicaux essentiels pour COVID-19 en appui au ministère de la Santé et aux structures médicales désignées comme centres de traitement du coronavirus	kinshasa et les provinces affectées	Avril	Déc	UNICEF,WHO	19 460 856	1 131 510	18 329 346
Act 1.6.4	Appuyer la mise en place d'un centre de traitement dédié à la Covid 19 pour UN	kinshasa	Juin	Déc	WHO, UNICEF	119 974	0	119 974
Act 1.6.5	Assurer un accès continu aux fournitures médicales, d'hygiène et de prévention essentielles en soutenant les chaînes d'approvisionnement et les marchés locaux pendant la pandémie	kinshasa et les provinces affectées	Avril	Déc	WHO, UNICEF	79 982	0	79 982
Act 1.6.6	Assurer la dotation en matériels de protection(EPI) aux FOSA pour la continuité des services tout en s'assurant de la disponibilité du matériel conçu pour les femmes.	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Déc	WHO, UNICEF	149 967	0	149 967
Sous total produit 1.6						20 671 376	1 581 411	19 089 965
Produit 1.7 : Les mesures de mitigation de risque de propagation notamment celles de distanciation sociale sont mise en place et suivie								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de verification		
IP 1.7.1	Nombre Campagnes de sensibilisation contre la stigmatisation dans le cadres des mesures de mitigations		ND		TBD	Rapports d'activité, dashboard		
IP 1.7.2	Nombre cas de stigmatisation et discrimination documenté /rapporté		ND		TBD	Rapports d'activité, dashboard		
IP 1.7.3	Nombre de mesures de distanciation sociale par phase d'évolution de l'épidémie		ND		TBD	Rapports d'activité, dashboard		
IP 1.7.4	Nombre de policier formé sur la mise en oeuvre des mesures de mitigation		ND		TBD	TDR et liste de personnes formées		
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 1.7.1	Proposer les mesures de distanciation sociale par phase d'évolution de l'épidémie	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO	1 125 795	0	1 125 795
Act 1.7.2	Organiser le confinement pour les régions, territoires épidémiques	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	WHO	844 346	0	844 346
Act 1.7.3	Former la police sur la mise en oeuvre des mesures de mitigation respect des DdH;	kinshasa et les provinces affectées	Juin	Dec	BCNUDH,PNUD, WHO, OIM	290 724	125 000	165 724
Sous total produit 1.7						2 260 866	125 000	2 135 866
Produit 1.8 : La continuité des services de santé dans les provinces touchées par le COVID-19 est assurée								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de verification		
IP 1.8.1	Nombre d'enfants et de femmes recevant des services de santé essentiels dans les établissements bénéficiant d'un soutien de l'UNICEF		ND		3390646	TBD		
IP 1.8.2	Nombre de soignants d'enfants (0-23 mois) atteints par des messages sur l'allaitement dans le cadre de COVID-19		ND		412365	TBD		
IP 1.8.3	Nombre d'enfants de 6 à 59 mois admis pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS)		ND		54061	TBD		
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN	Budget		

			debut	fin	(lead in en gras)	Total	disponible	gap
Act 1.8.1	Assurer la disponibilité des fournitures de santé et le soutien à la poursuite des services essentiels existants (les services de santé pour les enfants, les mères, les nouveau-nés, les services VIH, les vaccinations, etc.) pour les communautés affectées dans les zones urbaines et rurales	TBD	Juin	Dec	UNICEF	1 000 000	459 765	540 235
Act 1.8.2	Protéger les services de nutrition et les pratiques et soins nutritionnels afin de réduire l'impact éventuel d'une détérioration de l'état nutritionnel des enfants et des communautés affectées	TBD	Juin	Dec	UNICEF	1 000 000	340 000	660 000
Sous total produit 1.8						2 000 000	799 765	1 200 235
Total axe 1						97 001 293	24 826 758	72 174 534
Axe 2 : Soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie						Lead: PNUD Co-Leads: FAO, PAM, BIT		
Agences participantes: ONUDI, FIDA, UNCDF, ONU Femmes, BCNUDH, OIM, UNHABITAT, UNICEF, UNOPS								
Produit 2.1 : Les chaînes de valeur de production agricole locale, l'approvisionnement en produits de base, et la sécurité alimentaire sont renforcés								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de verification		
IP 2.1.1	Quantite de semences ameliorees produite et distribuee		ND		500 tonnes	Rapport INERA, SENASEM et IPAPEL		
IP 2.1.2	Quantite de produits agricoles, animaux et halieuthiques produite		ND		150 000 tonnes	Rapport des services techniques des Ministere de		
IP 2.1.3	Nb d'unités de transformation, de conservation et de boutiques d'intrants construit ou rehabilite		ND		500 unités de transformation distribuees, 200	Rapport des services techniques des Ministere de l'agriculture, Ministere de l'élevage, Ministere de la peche		
IP 2.1.4	Nb de mecanismes mis en place pour le developpement des chaines de valeur		ND		5 mecanismes mis en place; 5 chaines de valeur prioritaires	Rapport Ministere de l'agriculture		
IP 2.1.5	Nb d'entreprises qui ont mis en place un mécanisme d'atténuation des impacts de la COVID19 en basés sur une analyse genre		0		25	Public Declarations		
IP 2.1.6	Nb de femmes vulnérables ayant accès aux kits de résilience		500		1000	Signatures		
IP 2.1.7	Nb de femmes bénéficiant de transferts monétaires		0		1000	Cash Receipts		
IP 2.1.8	Nb de kilometres de routes (desertes agricoles et secondaires); et nombre hectare aménagement agro-hydrauliques		ND		1076 km de routes, 1261 hectares	Rapport au Ministere de l'Agriculture, Ministere de Developpement Rural, et au Fonds Social		
IP 2.1.9	Nb d'entrepôts (agricoles, intrants secs sante), marches et centre communautaires de production (secteur sante, agricole et eau/energie); centre de sante		ND		4 depots, 6 marches, 200 centres de sante, 4	Rapport au Ministere de l'Agriculture, Ministere de Developpement Rural, et au Ministere de la Sante		
IP 2.1.10	Nb de personnes formes en HIMO et gestion entretien routier et gestion des marches; Nombre de personnes embauches (#hommes/hr); Nombre de petites et moyennes entreprises engages (secteur		ND		260 personnes	Ministre de l'Agriculture, Ministere de la Sante, Ministere du Developpement Rural, Fonds Social		
IP 2.1.11	Nb de dalots et ponts construits/rehabilites; nombre de forage/pts eau potable		ND		300 ponts, 670 buses, 106 dalots, 30 forages	Ministre de l'Agriculture, Ministere de la Sante, Ministere du Developpement Rural, Fonds Social		
IP 2.1.12	Nb et type d'activités de renforcement de capacité technique et de gestion menes; (appui techniques et logistiques)		ND		55	Ministre de l'Agriculture, Ministere de la Sante, Ministere du Developpement Rural, Fonds Social		
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 2.1.1	Appuyer la production des semences ameliorees à travers les renforcement des capacités des agri-multiplificateurs	Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika; Kasai, Kwilu; Tshopo, Ituri et Bas Uele	Avril	Dec	FAO/PNUD	2 500 000	1 268 000	1 232 000
Act 2.1.2	Appuyer la production vegetale, animale et halieutique	Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika; Kasai, Kwilu;	Avril	Dec	FAO	10 000 000	5 000 000	5 000 000
Act 2.1.3	Gerer les pertes post récolte : assurer que tous les ménages aient accès aux outils de base permettant la réduction des pertes post-récoltes et la conservation de la production (bâches et tables de	Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika; Kasai, Kwilu; Tshopo, Ituri et Bas Uele	Avril	Dec	PAM/ FAO/PNUD	7 400 000	2 030 000	5 370 000

Act 2.1.4	Accès au marché : réhabiliter les routes interconnectant le pays entre bassin de production et les centres Urbain/centre de consommation (partenariat public/privé)	Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika; Kasai,	Avril	Dec	PAM/ FAO	12 325 000	5 000 000	7 325 000
Act 2.1.5	Renforcer les capacités de e-commerce agricole et crédit sur nantissement des stocks	Nord Ubangui, Sud Ubangui	Avril	Dec	FAO	2 000 000	894 000	1 106 000
Act 2.1.6	Mettre en place de réserves stratégiques par des mesures d'achat locaux auprès des petits producteurs et le pré-positionnement de stocks de nourriture dans différentes régions.	TBD	Juin	Dec	PAM/ FAO	6 000 000	0	6 000 000
Act 2.1.7	Renforcer les capacités des laboratoires nationaux d'élevage et de recherche agricole	Kinshasa	Avril	Dec	FAO	1 500 000	1 200 000	300 000
Act 2.1.8	Appuyer les activités de pêche et d'aquaculture	Tangayika, Sud Kivu	Avril	Dec	FAO	3 000 000	2 000 000	1 000 000
Act 2.1.9	Appuyer les ménages vulnérables en unités de production animale (volaille, porcins, petits ruminants...)	Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika; Kasai, Kwilu; Ubangui	Avril	Dec	FAO	2 000 000	1 000 000	1 000 000
Act 2.1.10	Renforcer les capacités des acteurs (producteurs et leurs organisations, services étatiques, PME A)	Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika; Kasai, Kwilu; Ubangui, Tshopo, Ituri, Bas Uele	Avril	Dec	FAO/PNUD	6 100 000	4 100 000	2 000 000
Act 2.1.11	Participer aux efforts d'information sensibilisation et production d'équipements de protection (masques, lave-main...)	TBD	Juin	Déc	PNUD, FAO, ONU Femmes	100 000	0	100 000
Act 2.1.12	Participer à la génération de preuves probantes pour la programmation et l'aide à la décision	TBD	Juin	Déc	PNUD, FAO,	10 000	0	10 000
Act 2.1.13	Fournir des conseils psychosociaux et un soutien matériel à 500 femmes travaillant dans le secteur de la santé dans les cinq provinces ciblées	Kinshasa, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai, Ituri	Juillet	Oct	ONU Femmes, BCNUDH	102 000	0	102 000
Act 2.1.14	Fournir 6000 kits aux femmes et aux filles vulnérables	Kasai, Ituri	Juillet	Oct	ONU Femmes	560 000	0	560 000
Act 2.1.15	S'approvisionner en denrées alimentaires auprès de coopératives de femmes productrices pour les transferts matériels	Kinshasa, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai, Ituri	Juillet	Oct	ONU Femmes	0	0	0
Act 2.1.16	Soutenir les efforts ciblés pour accroître les marchés publics du secteur privé en ciblant les entreprises appartenant à des femmes par le biais de marchés publics sensibles au genre	Kinshasa, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai, Ituri	Juillet	Oct	ONU Femmes	0	0	0
Act 2.1.17	Fournir un transfert d'argent à 1000 ménages vulnérables dirigés par des femmes dans les zones cibles	Kinshasa, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai, Ituri	Juillet	Oct	ONU Femmes	630 000	0	630 000
Act 2.1.18	Renforcer les capacités techniques et financières des petites et moyennes entreprises, et ONG/domaines infrastructures structurantes et sante, et environnement	Sud Kivu, Nord Kivu, Tanganyika, Sud Ubangi, Nord Ubangi, Mongala, Kwilu, Ituri	Fevrier	Mars	UNOPS	45 000 000	45 000 000	0
Act 2.1.19	Rehabiliter/construire les routes interconnectant entre bassin de production et les centres/marche urbain/centre de consommation (accès aux marchés) et routes secondaires et aménagement agro-hydrauliques	Sud Kivu, Nord Kivu, Tanganyika, Sud Ubangi, Nord Ubangi, Mongala, Ituri	Janv	Juin	UNOPS	30 000 000	30 000 000	0
Act 2.1.20	Renforcer les capacités institutionnelles dans la gestion des marchés, des entrepôts, de l'entretien des routes et des forages	Sud Kivu, Nord Kivu, Tanganyika, Sud Ubangi, Nord Ubangi, Mongala,	Mars	Dec	UNOPS	1 000 000	1 000 000	0
Act 2.1.21	Rehabilitation/construction des ponts, dalots et buses & Aménagement hydrauliques (bassins agricole)	Tanganyika, Sud Ubangi, Nord Ubangi, Mongala,	Mars	Juin	UNOPS	45 000 000	45 000 000	0
Act 2.1.22	Accroître le nombre de personness formes en HIMO infrastructure vertical et horizontal et en gestion d'entretien routier et gestion des marchés et entrepôts:	Sud Kivu, Nord Kivu, Tanganyika, Sud Ubangi, Nord Ubangi, Mongala, Ituri	Mars	Juillet	UNOPS	2 000 000	2 000 000	0

Act 2.1.23	Améliorer la gestion et qualité des données sanitaires à travers connectivité internet, approvisionnement d'équipement informatiques et Assurer la cartographie/geolocalisation des infrastructures sanitaires	Haut Uele, Tshuapa, Bandundu, Nord Ubangi, Sankuru et Sud Kivu; Kinshasa, Haut Katanga, Kaisai, Kaisai Oriental, Lomani	Juin	Dec	UNOPS	3 500 000	3 500 000	0
Act 2.1.24	Construction des dépôts d'intrants secs (agricole et santé); gestion/rehab/entretien des chambres froides et accès à l'électricité (solarisation); et forages	Haut Uele, Sud Kivu, Nord Ubangi, Sud Ubangi et Kwilu, Tanganyika	Juin	Dec	UNOPS	4 000 000	4 000 000	0
Act 2.1.25	Construction/Rehabilitation des centres de santé et les équipes; construction/rehab des laboratoires	22 province sauf Lomani, Haut Uele, Nord Ubangi, Sud Kivu	Juillet	Dec	UNOPS	16 000 000	0	16 000 000
Act 2.1.26	Renforcer les capacités des institutions				UNOPS, FAO	100 000	0	100 000
Sous total produit 2.1						200 827 000	152 992 000	47 835 000
Produit 2.2 : L'accès à l'électricité en tant que vecteur de renforcement de la résilience économique du pays face au choc du COVID_19 est renforcé								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de vérification		
IP 2.2.1	Nbre de microcentrales hydroélectriques réhabilitées / installées		ND		TBD	TBD		
IP 2.2.2	Nbre de PME ayant accès à l'eau et à l'énergie pour le développement de leurs activités économiques		ND		TBD	TBD		
IP 2.2.3	Nbre des services publics ayant accès à l'eau et à l'énergie pour leur fonctionnement		ND		TBD	TBD		
IP 2.2.4	Number of men including traditional and religious leaders, police officers and male health workers, youth etc. engaged in positive masculinity		ND		TBD	Signatures		
IP 2.2.5	people reached through awareness raising.		0		TBD	TBD		
IP 2.2.6	#radio programmes conducted		0		TBD	TBD		
IP 2.2.7	Nombre de filières intégrées identifiées et analysées dans le cadre du PUIDC		ND		>50	Rapport du comité de pilotage du PUIDC/BIT/BAD		
IP 2.2.8	Base de données sur les jeunes intervenants potentiels dans la promotion des filières disponible		0		1	Rapport du comité de pilotage du PUIDC/BIT/BAD		
IP 2.2.9	Niveau d'engagements financiers récoltés (Nombre de projets pilotes sur la promotion des filières intégrées formulés en attente de la table ronde de 2021 sur les bailleurs)		0		>50	Rapport du comité de pilotage du PUIDC/BIT/BAD		
Code	Activités clés	Localisation	Période d'exécution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 2.2.1	Faciliter l'accès à l'eau et aux services d'hygiène en mettant en place un package accès à l'électricité, accès à l'eau et dispositif de lavage de mains (et hygiène en général) dans les zones de haut	KINSHASA, KONGO CENTRAL, NORD-KIVU	Juin	Dec	FAO	500 000	0	500 000
Act 2.2.2	Fournir de l'électricité aux unités de production des bassins d'approvisionnement et assurer le développement des chaînes qui permettent d'accroître la création d'emplois et l'augmentation des revenus (résilience du secteur agricole et des ménages);	KINSHASA, KONGO CENTRAL, NORD-KIVU	Juin	Dec	PNUD	1 000 000	0	1 000 000
Act 2.2.3	Accroître l'accès à l'électricité aux ménages des zones ciblées et aux services énergétiques modernes (afin d'accéder à des services publics modernes);	KINSHASA, KONGO CENTRAL, NORD-KIVU	Juin	Déc	PNUD	1 000 000	0	1 000 000
Act 2.2.4	Assurer une fourniture accrue de l'électricité de manière régulière et à un coût abordable aux services publics modernes au bénéfice des populations cibles (éclairage, téléphonie mobile, internet, information, messageries, état civil, etc.);	KINSHASA, KONGO CENTRAL, NORD-KIVU	Juin	Déc	PNUD	1 000 000	0	1 000 000
Act 2.2.5	Utiliser le réseau HeForShe pour générer et diffuser des messages sur l'impératif du partage égal de la charge des soins dans le cadre de la réponse COVID-19 et de la prévention des SGVB	Kinshasa, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai, Ituri	Juillet	Oct	ONU Femmes	364 000	0	364 000

Act 2.2.6	Campagne de sensibilisation sur les énergies de cuisson propre aux foyers améliorés et GPL.	Kinshasa	Juin	Dec	PNUD	100 000	100 000	0
Sous total produit 2.2						3 964 000	100 000	3 864 000
Produit 2.3 : La production et la productivité des Petites et Moyennes Entreprises et Industries et les activités productives essentiels sont renforcés								
code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de verification		
IP 2.3.1	Nbre d'innovations des PME appuyées dans le cadre de la lutte contre la pandémie		0		10	Rapports, Brevets, et actes de certifications, photos		
IP 2.3.2	Nbre de plateformes E-commerce développés		0		2	Rapports, Actes constitutifs		
IP 2.3.2	Nbre des mesures adoptés au terme des concertations Public-privé tenues pour l'amélioration du		0		3	CR des concertations, Copie des mesures adoptées		
IP 2.3.3	Nbre des mesures adoptés au terme des concertations Public-privé tenues pour l'amélioration du climat des affaires pendant la pandémie		0		3	CR des concertations, Copie des mesures adoptées		
IP 2.3.4	Nombre de filières intégrées identifiées et analysées dans le cadre du PUIDC		ND		>50	Rapport du comité de pilotage du PUIDC/BIT/BAD		
IP 2.3.5	Base de données sur les jeunes intervenants potentiels dans la promotion des filières disponible		0		1	Rapport du comité de pilotage du PUIDC/BIT/BAD		
IP 2.3.6	Niveau d'engagements financiers récoltés (Nombre de projets pilotes sur la promotion des filières intégrées formulés en attente de la table ronde de 2021 sur les bailleurs)		0		>50	Rapport du comité de pilotage du PUIDC/BIT/BAD		
IP 2.3.7	Nbre d'outils de promotion et de soutien à la continuité des services et au maintien des emplois disponibles		0		4	Business Continuity Plan (BCP), Guides Employeurs		
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 2.3.1	Appuyer le développement des plateformes de E-commerce pour faciliter les échanges commerciaux dans et entre grandes villes confinées	KINSHASA, KONGO CENTRAL, NORD-KIVU, SUD - KIVU, KWILU, ITURI, HAUT KATANGA	Juin	Dec	PNUD	100 000	0	100 000
Act 2.3.2	Renforcer la synergie public-privé (Appui au secteur de la microfinance pour le développement des produits spécifiques à la promotion de l'entreprenariat féminin, promotion des mutuelles de solidarité.)	Idem	Juillet	Dec	PNUD	120 000	0	120 000
Act 2.3.3	Accompagner la mobilisation des ressources et le dialogue avec les partenaires (y compris dans le cadre de la RSE)	Idem	Aout	Dec	PNUD, BCNUDH, ONUDI, BIT	75 000	0	75 000
Act 2.3.4	Faciliter les PME/PMI, les coopératifs agricoles, et les entreprises informelles de production des biens essentiels au crédit et aux financements	Idem	Sept	Dec	PNUD	150 000	0	150 000
Act 2.3.5	Appuyer la recherche – action dans le cadre des innovations technologiques des PME (pour lutter contre COVID-19 et/ou soutenir les activités de production/transformation):	iden	Oct	Dec	PNUD, ONU Femmes	350 000	0	350 000
Act 2.3.6	Appui aux innovations (Production des équipements médicaux dont les Respirateurs, appui à la production des masques par des TPE/PMEs);	Kinshasa, Nord-Kivu, Sud-Kivu	Juin	dec	PNUD	0	0	0
Act 2.3.7	Conception des applications pour le traçage des contacts Covid-19 et/ ou alerte des cas suspects ;	Kinshasa, Nord-Kivu, Sud-Kivu	Juin	dec	PNUD	0	0	0
Act 2.3.8	Appuie à la production des masques par des TPE/PMEs locales :	Kinshasa, Nord-Kivu, Sud-Kivu	Juin	dec	PNUD	0	0	0
Act 2.3.9	Campagne de sensibilisation sur les énergies de cuisson propre aux foyers améliorés et GPL.	Kinshasa	Juin	Dec	PNUD	100 000	100 000	0
Act 2.3.10	Fourniture d'énergie de cuisson propre (GPL) aux formations sanitaires de la ville de Kinshasa	Kinshasa	Juillet	Sept	UNCDF	50 000	50 000	0
Act 2.3.11	Appui aux entreprises de foyers améliorés pour la promotion des foyers auprès des ménages à Kinshasa et Goma	Kinshasa et Goma	Julet	Sept	UNCDF	50 000	50 000	0

Act 2.3.12	Appui au developpement de solutions numeriques PME dans le contexte Covid 19	Kinshasa et Goma	Juillet	Oct	UNCDF	500 000	50 000	450 000
Act 2.3.13	Appui technique et financiers aux producteurs locaux en vue de création des unités de transformation (PMI/PME)	Kwilu	juillet	dec	ONUDI; FAO	4 000 000	100 000	3 900 000
Act 2.3.14	Appui technique aux unités agro alimentaires et promotion de commerce équitable et solidaire	Kinshasa; Kongo central; Kwango	juillet	dec	ONUDI; FAO; BIT	5 000 000	300 000	4 700 000
Act 2.3.15	Renforcement des capacités de production des principaux opérateurs du secteur de pêche et d'élevage	Sud Kivu; Kongo central	juil	déc	ONUDI; FAO	8 000 000	200 000	7 800 000
Act 2.3.16	Soutenir le développement des filières intégrées productive pour le développement communautaire et l'insertion des jeunes	26 provinces	Mai	Dec	BIT	110 000	110 000	0
Act 2.3.17	Identifier les conditions de base du développement local sur la base des filières sélectionnées dans les provinces	26 provinces	Mai	Dec	BIT	120 000	120 000	0
Act 2.3.18	Développer un document de programme de développement des filières intégrées productives et favorable au développement local et l'insertion socioéconomique des jeunes sur le marché du travail	National	Aout	Dec	BIT	398 000	398 000	0
Act 2.3.19	Réaliser une étude/enquête auprès des entreprises et des organisations de travailleurs sur les défis et perspectives liées au COVID19	National	Juin	Aout	BIT	25 000	25 000	0
Act 2.3.20	Participer à l'élaboration, évaluation des effets ex-ante et validation d'un plan de soutien aux entreprises pour soutenir leurs activités et préserver les emplois	National	Juin	Aout	BIT	20 000	20 000	0
Act 2.3.21	Mettre à niveau les promoteurs et travailleurs des entreprises (Cours en ligne de Turin « Covid-19 et PME » sur les mesures de soutien aux PME dans le contexte de Covid-19)	National	Juin	Sept	BIT	15 000	15 000	0
Act 2.3.22	Réaliser une Etude sur l'impact de COVID sur la violence et le harcèlement en milieu de travail et proposer des mesures de mitigation pour un environnement de travail protecteur	National	Juin	Aout	BIT, BCNUDH	30 000	15 000	15 000

Sous total produit 2.3 **19 213 000** **1 553 000** **17 660 000**

Produit 2.4 : Les cadres de planification post covid-19 (plans de relance économique post Covid et plans sectoriels, et les plans d'urgence provinciaux) sont formulés et mis à la disposition du pays, des provinces et des ministères sectoriels ciblés.

Code	Indicateurs de produit		Baseline	Cible 2020	Sources de verification			
IP 2.4.1	Existence d'un plan d'urgence de relance économique post Covid)		0	1	Plan d'action élaboré et validé			
IP 2.4.2	Nb des rapports d'études menées sur l'impact du Covid-19 sur les secteurs économiques clés des provinces les plus affectées		0	5	Copies des rapports d'études menées			
IP 2.4.3	Existence d'un rapport agrégé de l'ensemble des résultats atteints édité et partagé avec tous les partenaires		0	1	Rapport UNDP			
IP 2.4.4	Des documents de projets appuyant la relance y c via la promotion de l'emploi et du marché du travail élaborés et internalisés par les partenaires gouvernementaux (ministères de l'économie, du plan, de l'emploi, du travail)		0	4	Existence des PRODOCS/Rapports d'activités			
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN	Budget		
			debut	fin	(lead in en gras)	Total	disponible	gap
Act 2.4.1	Appuyer la Préparation de la transition post-Covid (comprenant une deuxième étude sur les impacts socioéconomiques de la pandémie sur les secteurs clés de l'Economie du Pays et les études d'impact rapide à l'échelle des provinces (provinces les plus affectées)	KINSHASA, KONGO CENTRAL, NORD-KIVU, SUD-KIVU, KWILU, ITURI, HAUT KATANGA	Sept	Oct	PNUD; UNICEF	100 000	0	100 000

Act 2.4.2	Appuyer l'élaboration d'un plan d'urgence de relance économique post Covid)	KINSHASA	Nov	Dec	PNUD; UNICEF	80 000	0	80 000
Act 2.4.3	Elaborer des projets et mesures de soutien à l'emploi pour la reprise des activités socio-économiques à travers les services de promotion de l'emploi.	National	Juillet	Aout	BIT	50 000	15 000	35 000
Act 2.4.4	Réaliser une étude auprès des acteurs du secteur informel pour un plan de soutien aux emplois dans l'économie informelle à Kinshasa	National	Juin	Aout	BIT	50 000	20 000	30 000
Act 2.4.5	Contribuer aux études d'impact socio-économique conjointe et spécifiques via le volet entreprises, emploi, marché du travail et économie informelle et la préparation du plan de relance national	National	Juin	Juillet	BIT	30 000	30 000	0
Sous total produit 2.4						310 000	65 000	245 000
Produit 2.5 : L'appui à la mise en œuvre des actions du PMU AIC relative à la stabilité macroéconomique et coopération régionale est assuré								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de vérification		
IP 2.5.1	Nbre d'accords de coopération régionale facilités / harmonisés pour limiter les impacts du Covid-19 aux échanges commerciaux régionaux		0		4	Copies accords conclus		
Code	Activités clés	Localisation	Période d'exécution /mois		Agences UN	Budget		
			debut	fin	(lead in en gras)	Total	disponible	gap
Act 2.5.1	Accompagner le dialogue public-privé pour le développement des initiatives et mécanismes alternatifs devant faciliter la continuité des échanges commerciaux régionaux, en particulier le commerce transfrontalier ;	KINSHASA, NORD -KIVU, SUD-KIVU, HAUT KATANGA, ITURI	Juin	Dec	PNUD	80 000	0	80 000
Act 2.5.2	Appuyer les initiatives visant le renforcement de la coopération régionale (connectivité, adaptation des politiques commerciales pour atténuer les impacts des mesures de confinement des pays voisins)	KINSHASA, NORD -KIVU, SUD-KIVU, HAUT KATANGA, ITURI	Juin	Dec	PNUD	60 000	0	60 000
Act 2.5.3	Conduire en temps réels des analyses pour appuyer le suivi économique et budgétaires	KINSHASA	Juin	Dec	UNICEF, PNUD	60 000	20 000	40 000
Act 2.5.4	Appuyer la conduite d'études rapides pour guider la prise de décision	Kinshasa, NK, SK,	Mars	Dec	CASS/UNICEF	100 000	0,00	100 000
Act 2.5.5	Assurer la vulgarisation des mesures du PMUAIC relatives à l'allègement fiscal et appui à l'amélioration du climat des affaires pendant la crise	KINSHASA, KONGO CENTRAL, NORD-KIVU, SUD-KIVU, KWILU, ITURI, HAUT	Juin	Juin	PNUD	20 000	0	20 000
Sous total produit 2.5						320 000	20 000	300 000
Produit 2.6 : La santé et la sécurité sont renforcées sur les lieux de travail pour un environnement de production sain et propice à la résilience économique								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de vérification		
IP 2.6.1	IP 2.6.1 : Nombre de comités en santé et sécurité au travail opérationnels (SST)		0		10	Rapports d'activités ministériels/ILO		
IP 2.6.2	IP 2.6.2 : Nombre de travailleurs dont les capacités sont renforcés en matière de SST		0		200	Rapports d'activités ministériels/ILO		
Code	Activités clés	Localisation	Période d'exécution /mois		Agences UN	Budget		
			debut	fin	(lead in en gras)	Total	disponible	gap
Act 2.6.1	Appuyer la réactivation des comités de Santé et Sécurité au Travail	National	Juin	Sept	BIT	50 000	50 000	0

Act 2.6.2	Former les travailleurs sur le Guide de Santé et Sécurité au Travail dans le secteur des BTP sur la base du Guide produit par le siège	National	Juin	Aout	BIT	30 000	30 000	0
Act 2.6.3	Former les inspecteurs du travail et les cadres techniques du secteur des PME sur l'utilisation dudit Guide	National	Juillet	Sept	BIT	15 000	15 000	0
Act 2.6.4	Adapter le guide des employeurs de la RDC sur la gestion du milieu de travail pendant le covid-19	National	Juin	Juillet	BIT	15 000	15 000	0
Act 2.6.5	Mettre en œuvre le Projet d'Appui à la mise en place de réponses immédiates pour faire face à l'impact de la crise du COVID-19 sur les acteurs du secteur informel à Kinshasa	National	Juillet	Déc	BIT	800 000	0	800 000
Sous total produit 2.6						910 000	110 000	800 000
Total axe 2						225 544 000	154 840 000	70 704 000
Axe 3 : l'atténuation de risques et le soutien aux populations						Lead: ONUFEMME Co-Leads: HCR, OIM		
Agences participantes: ONUDI, FIDA, UNCDF, BCNUDH, UNICEF, MONUSCO, FAO, PAM, OCHA, PNUD, BIT, UNFPA,								
Produit 3.1 : La continuité des services pour assurer la sécurité juridique et physique des populations est assurée								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de verification		
IP 3.1.1	% de Services publics de justice accessibles aux populations dans le contexte de la pandémie		ND		TBD	TBD		
IP 3.1.2	Nb de violations des Droits de l'Homme monitorées et prise en charge, y compris celles spécifiques à la pandémie et à sa riposte		ND		TBD	TBD		
IP 3.1.3	Nb de plateforme de promotion de la paix fonctionnel		ND		TBD	TBD		
IP 3.1.4	Nb de mesures de gouvernance sécuritaire pour le maintien de la paix et l'atténuation de risques et le		ND		TBD	TBD		
IP 3.1.5	Nombre de travailleurs et travailleuses qui appréhendent mieux les mesures barrières face au COVID19 pour leur propre sécurité et celle de leurs familles		ND		TBD	TBD		
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 3.1.1	Former les Forces de securité et Defences ainsi que les autres porteurs d'obligation ainsi que les OSC sur les obligations et droits en periode de pandémie et d'etat d'urgence sanitaire.	Est, Grand Kasais et Kinshasa, mais possible aussi dans toutes provinces touché par le Covid et la riposte	Mars	Dec	BCNUDH, MONUSCO (Unpol, SSR,) UNWOMEN	100 000	60 000	40 000
Act 3.1.3	Garantir et appuyer le fonctionnement et l'accès à la justice grace à des AF/JIT qui respectent la distantiatiion sociale et les mesures de protection	TBD	Avril	Dec	BCNUDH, MONUSCO (JSS), PNUD	20 000	5 000	15 000
Act 3.1.4	Appuyer les OSC et Insittutions Nationales de DdH dans le suivi des violations des DdH y compris celles liée au covid.	Kinshasa	Avril	Dec	BCNUDH, OIM	75 000	55 000	20 000
Act 3.1.5	Mettre en place des mécanismes de contrôle internes et externes pour veiller à l'application effective des mesures de restriction par les forces de sécurité dans le respect des droits et de la dignité	TBD	Juin	Déc	OIM	600 000	100 000	500 000
Act 3.1.6	Renforcer les capacités des forces de sécurité pour veiller à l'application des mesures covid dans le respect des droits de l'homme	TBD	Juin	Déc	OIM	500 000	0	500 000
Act 3.1.7	Assister les migrants pour un retour volontaire sécurisé et un soutien à la réintégration	TBD	Juin	Déc	OIM	2 000 000	0	2 000 000
Act 3.1.8	Suivre et documenter ldes VDH et des tendances avec un focus spécifique sur les droits les plus menacé en periode de pandémie	TBD	Mars	Dec	BCNUDH, UNWOMEN, UNFPA	25 000	15 000	10 000

Act 3.1.9	Assurer une mobilisation des réseaux de protection et appui direct et multidimensionnel aux victimes	National	Avril	Dec	BCNUDH, UNFPA, UNWOMEN; UNHCR	419 918	270 151	149 767
Act 3.1.10	Appuyer les menages vulnérables en cash transfer	Nord Ubangui, Sud Ubangui, Tanganyika, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasisa	Avril	Dec	FAO	2 000 000	1 200 000	800 000
Act 3.1.11	Renforcer les associations villageoises d'épargne et de crédit	Nord Ubangui, Sud Ubangui, Tanganyika, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasisa	Avril	Dec	FAO	1 500 000	607 000	893 000
Act 3.1.12	Appuyer les populations rurales en équipements de protection (masques, lave-main)	Nord Ubangui, Sud Ubangui, Tanganyika, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai	Avril	Dec	FAO	200 000	50 000	150 000
Act 3.1.13	Renforcer l'égalité entre les genres et le renforcement économique des femmes	Nord Ubangui, Sud Ubangui, Tanganyika, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai	Avril	Dec	FAO, Onu Femmes	1 000 000	500 000	500 000
Act 3.1.14	Promouvoir la cohésion sociale et la prévention des conflits	Nord Ubangui, Sud Ubangui, Tanganyika, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai	Avril	Dec	FAO	500 000	100 000	400 000
Act 3.1.15	Renforcer les cliniques juridiques pour apporter un appui aux victimes de VBG dans le contexte du COVID-19	Kinshasa et dans les provinces où sont implantées les cliniques juridiques ...	Juin	Dec	ONUSIDA, PNUD , ONU Femmes, BCNUDH	35 000	5 000	30 000
Act 3.1.16	Appuyer la Ministre en charge du genre pour la lutte contre les VBG	Kinshasa ...	Juin	Dec	ONUSIDA, PNUD, ONU Femmes ,	50 000	20 000	30 000
Act 3.1.17	Promouvoir le Leadership Communautaire dans la réponse nationale au VIH+ selon une approche basée sur les droits humains	Kinshasa, Maniéma, Kasai	Juin	Dec	ONUSIDA, PNUD, BCNUDH	65 000	5 000	60 000
Act 3.1.18	Promouvoir l'objectif Zéro discrimination et Zéro stigmatisation en lien au VIH+ dans le contexte du COVID	National	Juin	Dec	ONUSIDA , PNUD, UNESCO, ONU Femmes, UNICEF,	20 000	5 000	15 000
Act 3.1.19	Mettre en attente des brigades d'élites bien formées et bien équipées	TBD	Juin	Dec	MONUSCO	PM	PM	PM
Act 3.1.20	Former et équiper les brigades d'élites créées pour la surveillance aux frontières et points de contrôle	Kinshasa et provinces touchées en priorités	Juin	Dec	PNUD	40 000	0	40 000
Act 3.1.21	Acquérir des matériel et équipements de lutte contre le Covid-19 en faveur des brigades formées	Kinshasa et provinces touchées en priorités	Juin	Dec	PNUD	60 000	0	60 000
Act 3.1.22	Appuyer le renforcement et la spécialisation du système de justice pour enfants	Kinshasa & 26 provinces	Juin	Dec	UNICEF; BCNUDH	1 833 250	803 750	1 029 500
Act 3.1.23	Contribuer au renforcement du système formel de protection de l'enfant et de la femme	26 provinces et niveau national	Juin	Dec	UNICEF; Onu Femmes, BCNUDH	2 816 624	1 385 000	1 431 624
Act 3.1.24	Appuyer les institutions étatiques en matière de rapportage et de suivi de la mise en œuvre des recommandations des mécanismes de promotion et de protection des droits humains (Refugiés, Beijing, CEDEF, Maputo, R1325...) et de participation aux	Kinshasa	Juin	Dec	BCNUDH ; OIM; UNHCR	150 000	30 000	120 000
Act 3.1.25	Doter de capacités humaines et matérielles les structures de la chaîne pénale (police, cours, tribunaux, prison) pour assurer un meilleur accès à la justice et lutter contre l'impunité	48 (40 cours et tribunaux, 3 unités de police, 5 prisons).	Juin	Dec	BCNUDH ; OIM; UNHCR	350 000	350 000	0
Sous total produit 3.1						14 359 792	5 565 901	8 793 891
Produit 3.2 : Les capacités des institutions publiques et des OSC cibles sont renforcées pour assurer l'accès équitable au SSB et au dispositif de protection sociale								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020		Sources de vérification	

IP 3.2.1	% de la population dont la sécurité est garantie dans le respect des droits et libertés fondamentales pendant la période de pandémie	ND	70%	TBD	Arriver à identifier les communautés vulnérables.			
IP 3.2.2	% de Services publics de justice accessible aux populations dans le contexte de la pandémie	ND	TBD	TBD				
IP 3.2.3	% des violations des Droits de l'Homme monitorées et adressées, y compris celles spécifiques à la riposte contre la pandémie	ND	TBD	TBD				
IP 3.2.4	Nombre d'enfants participants à l'apprentissage à distance / à domicile	ND	15 450 000	TBD				
IP 3.2.5	Nombre de livrets éducatifs distribués pour assurer la continuité de l'apprentissage des enfants et des adolescents	ND	2 500 000	TBD				
Code	Activités clés	Localisation	Période d'exécution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 3.2.1	Faire le Monitoring des centres et conditions de détention et des mesures de décongestion de prisons	TBD	Mars	Dec	BCNUDH , MONUSCO (JSS, Correction)	50 000	15 000	35 000
Act 3.2.2	Sensibiliser les catégories plus vulnérables (anciens, handicapés, minorités, etc.) sur leur connaissance des droits par rapport à la pandémie et à sa riposte et les actions pour y répondre appuyées	TBD	Mai	Dec	BCNUDH , UNWOMEN, UNFPA	120 000	15 000	105 000
Act 3.2.3	Mettre en place des cantines scolaires dans les zones les plus vulnérables au décrochage scolaire dans le cycle primaire	Kinshasa	Sept	Déc	WFP/PAM	4 900 000	0	4 900 000
Act 3.2.4	Sensibiliser sur les Violences Basées sur le Genre en lien avec le COVID-19	Kinshasa et provinces touchées en priorités	Juin	Déc	PNUD; UNFPA; UNWOMEN ; BCNUDH	514 000	454 000	60 000
Act 3.2.5	Améliorer l'offre et de l'accessibilité aux services de prise en charge (Organisation de service conseil juridique et sensibilisation via les médias sur les droits et protection des survivant-e-s des	Kinshasa et provinces touchées en priorités	Juin	Déc	PNUD, BCNUDH	364 000	280 000	84 000
Act 3.2.6	Appuyer à la continuité des apprentissages	Kongo central, haut Katanga, Nord Kivu et Kinshasa	Mai	Sept	UNICEF; UNESCO; PNUD; OMS	1 000 000	500 000	500 000
Act 3.2.7	Appuyer la réouverture des écoles et à la prévention de la maladie à covid 19 (Kit sanitaire)	Kongo central, haut Katanga, Nord Kivu et Kinshasa	Mai	Sept	UNICEF; UNESCO; PNUD; OMS	2 686 000	186 000	2 500 000
Act 3.2.8	Soutenir les MARC à travers un appui à la production et la diffusion de connaissances sur les MARC (fonctionnement, recours, acteurs), le renforcement des capacités des acteurs des MARC (technique de règlement des conflits; limites de compétences...) et le développement de passerelles de collaboration entre les MARC et les juridictions formelles	Kinshasa; Kasai; Tanganyika; Kasai Central; Kongo Central; Nord-Kivu; Ituri	Avril	Dec	PNUD - BCNUDH; UNICEF; OIM; UNESCO; MONUSCO	602 000	166 250	435 750
Act 3.2.9	Finaliser la cartographie des contenus et la programmation des radios existants et les rendre disponibles aux étudiants pour un enseignement à distance	Nationale et les provinces	Mars	Dec	UNICEF	900 000	450 000	450 000
Act 3.2.10	Diffuser des cours éducatifs à la radio et des histoires divertissantes pour les enfants et les adolescents.	Nationale et les provinces	Mars	Dec	UNICEF	500 000	90 000	410 000
Act 3.2.11	Sensibiliser les parents à travers les médias pour assurer la supervision de l'apprentissage des enfants et des adolescents à la maison ainsi que la sensibilisation sur la supervision bienveillante	Nationale et les provinces	Mars	Dec	UNICEF	100 000	30 000	70 000
Act 3.2.12	Mener des études pour mesurer l'impact de la pandémie Covid 19 dans les zones en conflit en RDC et dans les processus de paix	TBD	Juillet	Déc	OIM	100 000		100 000

Act 3.2.13	Renforcer les capacités et les connaissances sur la sensibilité aux conflits pour une réponse Covid tenant en compte les spécifiques et dynamiques de conflits existants au niveau local	TBD	Juillet	Déc	OIM	300 000		300 000
Sous total produit 3.2						12 136 000	2 186 250	9 949 750
Produit 3.3 : Les communautés ciblées disposent des systèmes et mécanismes de résilience efficaces pour faire face aux chocs socio-sanitaires et environnementaux de la pandémie.								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de verification		
IP 3.3.1	Nombre de Communautés vulnérables ayant bénéficié d'assistance technique en vue de l'atténuation des effets et impacts de la pandémie covid-19		ND		TBD	TBD		
IP 3.3.2	Nombre de dispositifs de conservation et de mise à disposition des denrées alimentaires prise par les autorités aux niveaux national, provincial et communautaire ;		ND		TBD	TBD		
IP 3.3.3	Nombre d'emplois sauvegardés pendant la période du COVID-19 ;		ND		TBD	TBD		
IP 3.3.4	Nombre dispositifs du système de prévoyance sociale fonctionnels dans le contexte de la pandémie COVID-19		ND		TBD	TBD		
IP 3.3.5	Nombre de systèmes d'alerte précoce sur les prix fonctionnel dans le contexte covid.		ND		TBD	TBD		
Code	Activités cles	Localisation	Période d'exécution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 3.3.1	Renforcer les capacités des OSC pour le plaidoyer pour les droits économiques, sociaux et culturels et suivi de leur respect et promotion par les insitutions	TBD	Mai	Dec	BCNUDH, UNDP	200 000	60 000	140 000
Act 3.3.2	Prendre en charge à distance des victimes de violences domestiques dues à la pandémie du Covid-19 par le dispositif de la ligne verte (par experts psychologues et juristes)	TBD	Mai	Dec	BCNUDH	250 000	25 000	225 000
Act 3.3.3	Suivre le référencement pour la prise en charge des victimes	TBD	Mars	Déc	BCNUDH	50 000	20 000	30 000
Act 3.3.4	Garantir aux populations les plus vulnérables (anciens, handicapés, minorités, réfugiés, déplacés internes, etc) l'accès continu aux services sociaux de base	Kinshasa, Grand Kasai, Haut Kananga, Sud et Nord Kivu, Haute et Bas Uélé, Sud et Nord	Mai	Déc	UNHCR, BCNUDH	3 365 521	2 081 611	1 283 910
Act 3.3.5	Prendre des mesures nécessaires visant à renforcer l'autonomisation des personnes vulnérables (anciens, handicapés, minorités, réfugiés, déplacés internes, etc) face aux situations du Covid-19	Kinshasa, Grand Kasai, Haut Kananga, Sud et Nord Kivu, Haute et Bas Uélé, Sud et Nord Ubangi	Mai	Déc	UNHCR, BCNUDH	665 214	229 658	435 556
Act 3.3.6	Appuyer la formulation pilote et préparation des solutions hydro alcoolique	Kinshasa	Juillet	Déc	ONUDI; UNICEF, OMS	15 600 000	1 000 000	14 600 000
Act 3.3.7	Appuyer la conservation des denrée alimentaire	Kongo central; Kwango	Juillet	Déc	ONUDI; FAO; PAM	1 400 000	200 000	1 200 000
Act 3.3.8	Appuyer la formation en entrepreneuriat local	Kwango	Aout	Déc	ONUDI	1 300 000	0	1 300 000
Act 3.3.9	Appuyer la mise en place des mécanismes de gestion des déchets au profit des ETDS	Kinshasa	Juillet	Déc	ONUDI	10 000 000	6 000 000	4 000 000
	Appuyer les unités de fabrication des produits pharmaceutiques	Sud Kivu	Juillet	Déc	ONUDI; PNUD; OMS; UNICEF	5 000 000	0	5 000 000
Act 3.3.10	Equiper les structures d'assistance et de prise en charge des populations(cache nez;...)	Kinshasa; Kongo centrale	Juillet	Déc	ONUDI; UNICEF; UNOPS; OMS	700 000	30 000	670 000
Act 3.3.11	Institutionnaliser (Décréter PM) des Centres Intégrés de Service Multisectoriels (CISM) de prise en charge;	National	Avril	Déc		0	0	0
Act 3.3.12	Renforcer la pertinence du plan de réponse au Covid-19 en améliorant la planification et la coordination de la mise en oeuvre des interventions pour répondre à la pandémie aux plans national et provincial	Provinces touchées	Avril	Déc	PNUD	487 000	487 000	0

Act 3.3.13	Opérationnaliser les mécanismes communautaires de prévention d'alerte et de référencement dans le cadre de la lutte contre les VBG et les abus et exploitations	National	Avril	Déc	PNUD - UNFPA; UNICEF; HCR; UNESCO, ONUFEMMES; BCNUDH	3 178 500	972 000	2 206 500
Act 3.3.14	Sensibiliser les populations, y compris les plus vulnérables (femmes, enfants, réfugiées, déplacées, personnes en détention...) sur les droits humains et les mécanismes de promotion et protection des droits	National	Avril	Déc	PNUD - BCNUDH; UNICEF; HCR; UNESCO, ONUFEMMES	1 010 000	565 000	445 000
Act 3.3.15	Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et individuelles des acteurs de la lutte contre les VSBG (sensibilisation; coordination, mise en oeuvre des instruments et traités internationaux; mise en oeuvre des plans d'actions PNC-FARDC contre les VSBG, institutionnalisation des CISM.....)	National	Avril	Déc	ONUFEMMES - PNUD; UNESCO; HCR; MONUSCO; UNICEF; UNFPA; BCNUDH	1 766 280	856 280	910 000
Act 3.3.16	Appuyer le renforcement du système d'enregistrement des faits d'Etat civil et production des statistiques vitales (sensible au genre).	26 provinces et niveau national	Avril	Déc	UNICEF - ONUFEMMES; UNFPA; HCR; PNUD;	3 100 000	1 835 000	1 265 000
Act 3.3.17	Appuyer les préparations de la réalisation du second recensement de la population et de l'habitat	26 provinces et niveau national	Avril	Déc	UNFPA - UNICEF; PNUD? ; ONU Femmes ?	500 000	50 000	450 000
Act 3.3.18	Appuyer la mise en oeuvre du programme des Nations Unies sur l'identité juridique.	26 provinces et niveau national	Avril	Déc	PNUD ; UNICEF ; HCR ; BCNUDH	103 000	3 000	100 000
Act 3.3.19	Renforcer les capacités individuelles et organisationnelles des organisations de la société civile et des communautés (en particulier les organisations des femmes et des jeunes) pour garantir leur participation effective et éclairée dans les mécanismes de gouvernance locale et les organes de coordination sectorielle ainsi que lors des élections	National	Avril	Déc	PNUD - ONUFEMMES; BCNUDH; MONUSCO; UNFPA; HCR	220 000	120 000	100 000
Act 3.3.20	Appuyer la structuration et le renforcement des organisations de la société civile pour assurer leur rôle de "gardien" et en matière de rapportage et de collaboration avec les mécanismes de promotion et de protection des droits humains	26 provinces et niveau national	Avril	Déc	BCNUDH - HCR; ONUFEMMES; UNICEF; PNUD	200 000	40 000	160 000
Act 3.3.21	A.354 : Adapter les mesures de prévention et de réponse en fonction des besoins spécifiques des femmes, des hommes, des garçons et des filles	Les provinces touchées	Mars	Déc	UNICEF ; UNWOMEN	550 000	50 000	500 000
Act 3.3.22	A.355 : Documenter l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur les établissements de santé et les conséquences sur l'accès aux services de santé maternelle et infantile ainsi que sur les services médicaux vitaux pour les survivantes de VBG	Les provinces touchées	Mars	Déc	UNICEF ; UNFPA ; UNWOMEN	450 000	50 000	400 000
Act 3.3.23	A.356 : Identifier les points d'entrée dans les programmes de santé publique pour garantir les mesures de prévention et de réponse contre la VBG	Les provinces touchées	Mars	Déc	UNICEF ; UNWOMEN	150 000	0	150 000
Act 3.3.24	Conduire une analyse socio-économique de l'impact COVID sur les enfants	Les provinces touchées	Mars	Déc	UNICEF, UNDP	200 000	50 000	150 000
Act 3.3.25	Donner du transfert monétaire pour atténuer l'impact du COVID sur les enfants	Les provinces touchées	Mars	Déc	UNICEF,	2 500 000	435 000	2 065 000

Act 3.3.26	Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des mécanismes communautaires de prévention (sensibilisation des communautés à la culture de la paix; activité de paix; vulgarisation des consensus de règlement des conflits...) et d'alerte rapide de conflits (avec une attention particulièrement portée à la participation des femmes).	Nord-Kivu; Sud Kivu; Nord-Ubangi; Haut Uele; Ituri; Kasai?	Mars	Déc	ONUFEMMES- OIM; UNICEF; HCR; PNUD; MONUSCO, BCNUDH	330 000	15 000	315 000
Act 3.3.27	Appuyer la mise en place de solutions visant à maintenir les transferts de fonds formels et abordables pour les populations		Juillet	Déc	OIM	700 000		700 000
Act 3.3.28	Conduire une analyse socio-économique de l'impact COVID dans les communautés frontalières		Juillet	Déc	OIM	400 000		400 000
Sous total produit 3.2						54 375 515	15 174 549	39 200 966

Produit 3.4 : Les communautés sont mobilisées pour la réduction des risques SGBV, connaissent les risques liés au Covid-19 et à la VSBG et les bonnes pratiques pour éviter les VSBG. (Correspond à mobilisation des communautés dans le Plan de Riposte National)

Code	Indicateurs de produit		Baseline	Cible 2020	Sources de verification			
IP 3.4.1	% de femmes qui connaissent les services d'assistance VSBG		ND	55%	TBD			
IP 3.4.2	% net ou augmentation du pourcentage de bénéficiaires qui déclarent connaître et avoir accès aux services de protection		ND	55%	TBD			
IP 3.4.3	# de projections de Bongo Te Tika et de dialogues communautaires		0	250	TBD			
IP 3.4.4	% de femmes et de filles, ventilé par groupe d'âge et avec / sans handicap, qui déclarent ne pas se sentir en sécurité ou risquer de subir des dommages en raison de mesures liées au Covid-19 dans ou hors du foyer		ND	TBD	TBD			
IP 3.4.5	# de personnes touchées et sensibilisées à la violence sexuelle et basée sur le genre		9501	TBD	TBD			
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 3.4.1	Fournir du matériel à l'unité de protection de l'enfance et de la famille de la PNC pour renforcer ses services d'assistance	TBD	Juillet	Oct	ONU Femmes, UNFPA, UNICEF,	PM	PM	PM
Act 3.4.2	Fournir un soutien direct, à la fois financier et technique, aux organisations locales de femmes, aux chefs traditionnels, au monde universitaire et aux organisations de personnes handicapées, afin de mener des campagnes de sensibilisation sur la violence liée au sexe, y compris la diffusion du film « Bongo Te Tika » au sein de leurs communautés.	TBD	Août	Oct	ONU Femmes UNFPA, UNICEF, PNUD, BCNUDH	PM	PM	PM
Act 3.4.3	Procéder à des évaluations psychosociales rapides des femmes et des jeunes filles dans les zones touchées, y compris les femmes handicapées.	TBD	Septembre	Oct	ONU Femmes UNFPA, UNICEF, PNUD, BCNUDH	PM	PM	PM
Act 3.4.4	Mener des actions d'information et de sensibilisation sur les principaux problèmes liés à la violence liée au sexe, y compris des informations sur la disponibilité et l'accessibilité des services et des messages de prévention de la violence liée au sexe au sein de la communauté.	TBD	Octobre	Oct	ONU Femmes UNFPA, UNICEF, PNUD, BCNUDH	PM	PM	PM
Act 3.4.5	Désigner des champions de la masculinité positive à travers des concours publics	TBD	Novembre	Oct	ONU Femmes UNFPA, UNICEF, PNUD, BCNUDH	PM	PM	PM
Sous total produit 3.4						PM	PM	PM
Total axe 3						80 871 307	22 926 700	57 944 607

Axe 4 : Renforcer la gouvernance pour assurer la mise en œuvre efficace et efficiente de la réponse multisectorielle COVID 19 aux niveau national, provincial et local afin de garantir la prestations des services publics essentiels.

Lead: PNUD; Co Lead:

Agences participantes: Toutes les agences des Nations Unies

Produit 4.1 : Les services régaliens essentiels du gouvernement central et des provinces sont assurés, et les capacités de coordination, de pilotage, de planification, de programmation, de budgétisation, de mise en œuvre, et de suivi & évaluation du PMUIC-19 fondées sur des données fiables sont renforcées, et ses outils pertinents de pilotage et de S&E sont mis en place et rendus opérationnels

Code	Indicateurs de produit	Baseline	Cible 2020	Sources de verification				
IP 4.1.1	TBD	TBD	TBD	TBD				
IP 4.1.2	TBD	TBD	TBD	TBD				
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN (lead in en gras)	Budget		
			debut	fin		Total	disponible	gap
Act 4.1.1	Experts qualifiés en planification, programmation & budgétisation; en Mobilisation des Ressources & Partenariat; en Audit Technique et Financier; en S&E; en statistique & gestion des données; etc. sont mobilisés pour le ministère du plan aux niveau national et provinciaux	TBD	Juin	Dec	PNUD , BCNUDH	1 160 000	300 000	860 000
Act 4.1.2	Le dispositif de pilotage technique du Programme Multisectoriel d'Urgence de Réponse au Covid-19 et ses outils de mise en œuvre et de S&E sont renforcés et rendus opérationnels ;	TBD	Juin	Dec	PNUD	180 000	0	180 000
Act 4.1.3	Le mécanisme de gestion et de coordination de l'aide reçue et mobilisée pour le financement du programme multisectoriel d'urgence est amélioré (appui PGAI & mise en palce d'une palatorme numérique)	TBD	Juin	Déc	PNUD	150 000	0	150 000
Act 4.1.4	Un système efficace de gestion de l'information et des données statistiques diversifiés en rapport avec le programme multisectoriel d'urgence est développé et géré	TBD	Juin	Déc	PNUD	200 000	0	200 000
Act 4.1.5	Des mécanismes institutionnels transparents de gestion financière et de mise en œuvre du programme multisectoriel d'urgence sont mis en place	TBD	Juin	Déc	PNUD	50 000	0	50 000
Act 4.1.6	Appuyer le développement des systèmes de e-gouvernance en améliorant les capacités de télécommunication tant du gouvernement central que des gouvernements provinciaux ; de numérisation des procédures de prestations de certains services publics ; et d'archivage électronique.(prendre trois provinces pilotes dans un premeier temps)	TBD	Juin	Déc	PNUD	750 000	0	750 000
Act 4.1.7	Renforcer la gouvernance financière du programme, la redevabilité et la lutte contre la corruption, en exigeant de l'Etat la mise en place des mécanismes institutionnels transparents de gestion financière et de mise en œuvre du programme d'urgence.	TBD	Juin	Déc	PNUD, BCNUDH	90 000	5 000	85 000
Act 4.1.8	Appuyer quatre enquêtes indépendantes (dans 4 provinces ciblées) pour documenter le respect de droits de l'homme, l'égalité de sexe, la protection et la promotion des valeurs et des pratiques positives en lien avec le COVID-19	TBD	Juin	Déc	PNUD, BCNUDH	200 000	0	200 000
Act 4.1.9	Appuyer les OSC dans 4 provinces dans des campagnes de sensibilisation de respects de droits humains, de l'égalité de sexe, et de protection des personnes vulnérables comme les réfugiés, les déplacés internes, les orphelins de COVID-19	TBD	Juin	Déc	PNUD, BCNUDH	500 000	0	500 000

<i>Act 4.1.10</i>	Appuyer la mise en place et le fonctionnement du Comité d'Orientation, du Comité multisectielle de réponse (CMR) et du Comité Technique du suivi (CTS) du PMUAIC-19	TBD	Juin	Déc	PNUD	100 000	0	100 000
<i>Act 4.1.11</i>	Soutenir le développement et la mise à jour régulière des outils de suivi et évaluation, de contrôle et de traçabilité des ressources financières recues.	TBD	Juin	Déc	PNUD, BCNUDH	100 000	0	100 000
<i>Act 4.1.12</i>	Contribuer aux actions d'évaluation et d'audit internes et externes de la mise en œuvre du plan.	TBD	Juin	Déc	PNUD	200 000	0	200 000
<i>Act 4.1.13</i>	Plan de continuité de services du Ministère national du Plan est mis en place	TBD	Juin	Déc	PNUD	65 000	65 000	0
<i>Act 4.1.14</i>	Plan de continuité de services du Ministère de la Santé est mis en place	TBD	Juin	Déc	PNUD	50 000	0	50 000
<i>Act 4.1.15</i>	Plans de continuité de services dans 10 Provinces ciblées sont mis en place	TBD	Juin	Déc	PNUD	500 000	0	500 000
Sous total produit 4.1						4 295 000	370 000	3 925 000
Produit 4.2 : Le Plan des Nations Unies Pour la Reponse Socio Economique est suivi et évalué de manière efficace et transparente et le rapports sur les progres sont regilierement produits								
Code	Indicateurs de produit		Baseline		Cible 2020	Sources de verification		
<i>IP 4.1</i>	Nombre des revues annuelles conjointes (SNU-Gvt) realisees		1		1	Rapport de la revue		
<i>IP 4.2</i>	Nombre des rapports sur les progres produits		0		1	Rapport des progres		
<i>IP 4.3</i>	Nombre des comites de pilotage du Plan tenus		0		1	rapport de la reunion du comite de pilorage		
Code	Activites cles	Localisation	Periode d'execution /mois		Agences UN	Budget		
			debut	fin	(lead in en gras)	Total	disponible	gap
<i>Act 4.2.1</i>	Orgniser la revue annuelle conjointe (SNU-Gvt) du Plan des Nations Unies	Kinshasa	Dec	Dec	RCO	30000	30000	0
<i>Act 4.2.2</i>	Organiser la reunion du comite de pilotage du Plan des Nations Unies	Kinshasa	Juillet	Août	RCO	5000	5000	0
<i>Act 4.2.3</i>	Produire un rapport annuelle sur les resultatats du Plan des Nations Unies	Kinshasa	Dec	Dec	RCO	0	0	0
<i>Act 4.2.4</i>	Organiser la retraite diu Groupe S&E inter agence	Kinshasa	Oct	Oct	RCO	3000	3000	0
<i>Act 4.2.5</i>	Les Actions de AFP des NU en soutien/faveur des forces de defens	RDC	Mars	TBC	BCNUDH	30000	30000	0
Sous total produit 4.1						68 000	68 000	0
Total axe 4						4 363 000	438 000	3 925 000
Total general Plan =Total axe 1+total axe 2 + total axe 3+total axe 4						407 779 599	203 031 458	204 748 141





